

TUTTO BENE?!



Réflexions anarchistes
en temps de coronavirus

Andrà tutto bene, tout ira bien, voilà le *leitmotiv* répandu en Italie en période de coronavirus, affiché aux balcons, twitté et retwitté par la naïveté idiote de ceux dont l’imaginaire appauvri et avilissant ne peut que se complaire en se raccrochant à l’espoir qu’après le dépassement de cette « crise », le monde puisse revenir celui d’avant, en cautionnant ainsi ce fameux « retour à la normale ».

Mais comme nous, anarchistes, haïssons la normalité d’hier aussi bien que celle qui se présente dans le monde de demain, nous ne pouvons que mettre toute notre énergie, nos désirs, notre capacité à comprendre et à agir dans la tentative de rompre totalement avec ce monde de soumission à l’autorité et au pouvoir.

Au-delà des Alpes, les compagnons et les compagnonnes anarchistes ont donné beaucoup d’importance au fait de briser la paralysie de l’obéissance – imposée en premier lieu par l’État en cette période de pandémie –, en multipliant entre autres les échanges d’idées, de pensées, de réflexions et d’analyses sur la situation et ses évolutions. Un grand nombre de textes ont alors circulé, autant pour favoriser la compréhension des multiples facettes de ce moment, que pour se forger les armes les plus offensives et appropriées pour attaquer.

Afin de rendre accessibles en français certains de ces textes écrits en italien (qui pour la majeure partie n’ont d’ailleurs jusqu’à présent que circulé sur internet), nous proposons ici une sélection, par définition non exhaustive et incomplète, d’écrits que nous estimons capables de stimuler et d’enrichir nos questionnements et nos discussions ici et maintenant, mais aussi en vue d’un avenir où nous pourrions être confrontés à des situations semblables.

Nous avons choisi de publier ici des textes d’analyse et de réflexions ; ce n’est cependant qu’un reflet de certaines préoccupations, dans une période au cours de laquelle les anarchistes ont continué à agir, et où de nombreuses révoltes, mutineries, émeutes et sabotages ont eu lieu et ont été mis en avant, défendus et encouragés dans un grand nombre d’autres textes.

TUTTO BENE ? !

REFLEXIONS ANARCHISTES
EN TEMPS DE CORONAVIRUS

Mai 2020

Pour demander des exemplaires :
virages@riseup.net

SOMMAIRE

- p. 5 In corpore vili**
- p. 11 L'insurrection au temps du coronavirus**
- p. 19 Promenade au bord du gouffre... un plongeon dans le néant**
- p. 27 Notes éparses sur la maladie qui sévit**
- p. 34 En otage**
- p. 37 La vie au tournant**
- p. 43 Le futur n'est pas écrit**
- p. 53 Eternel apprentissage**
- p. 56 Regard oblique**
- p. 64 Le virus ne les tuera pas**
- p. 73 Le passé est passé**
 - Sans rendre de compte**
 - A l'ombre du sultan**
 - La nostalgie de Dieu**
- p. 81 La quarantaine ou la mort !?**

IN CORPORE VILI

-12 mars 2020-

« Le but de la terreur, et de sa mise en œuvre, est d'extorquer aux êtres humains l'adaptation totale à son principe même, afin qu'eux et elles aussi ne reconnaissent en toute fin qu'un seul but : l'auto-préservation. Plus les humains ont en tête, et sans scrupule, leur survie, plus ils et elles deviennent des marionnettes psychologiques d'un système dont l'unique objectif est de se maintenir au pouvoir »

Leo Löwenthal, 1945

Voilà, on y est. Il y a quelques heures, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré sur tout le territoire national. Verrouillage quasi total. Rues et places semi-désertes. Interdit de quitter la maison sans motif valable (pour qui ? Mais pour les autorités, bien sûr). Interdit de se rencontrer et de s'embrasser. Interdit d'organiser toute initiative avec même un minimum de présence humaine (des fêtes aux rassemblements). Interdit de rester trop près. Suspension de toute vie sociale. L'avertissement est lancé, de rester à la maison autant que possible, scotché à n'importe quel appareil électronique en l'attente de nouvelles. Obligation de suivre les directives. Obligation d'avoir sur soi en permanence un formulaire « d'auto-certification » qui justifie ses déplacements, même ceux à pied. Et pour celui ou celle qui ne se plierait pas à ces mesures, une sanction prévoit l'arrestation et la détention.

Et tout ça pour quoi ? Pour un virus qui divise encore les experts institutionnels eux-mêmes sur son danger réel, comme en témoignent les polémiques entre les virologues d'avis opposés (sans parler de l'indifférence manifeste de nombreux pays européens) ? Et si au lieu du coronavirus, avec son taux de mortalité de 2 ou 3 % partout dans le monde sauf au nord de l'Italie (qui sait si c'est l'acide nucléique du virus qui devient méchant au contact de la polenta, ou si c'est la crève de la vallée du Po qui a reculé ?), le virus Ebola était arrivé dans ce pays (lui qui peut décimer entre 80 à 90 % de la population) ? Que se serait-il passé dans ce cas ? Une neutralisation directe des foyers infectieux par bombardement ?

Bon, vu les liens entre la dynamique des sociétés industrielles et la conception moderne de la liberté en Occident, il n'est pas étonnant qu'une politique d'assignation à résidence et de couvre-feu soit appliquée pour endiguer l'épidémie. Ce qui peut sur-

prendre, par contre, c'est la façon dont ces mesures sont reprises sans résistance, tolérées, mais aussi intégrées et justifiées par presque tout le monde. Par les ménestrels de la cour qui invitent tout le monde à rester à la maison, par les braves citoyens qui s'encouragent (et se contrôlent) mutuellement, persuadés que « tout ira bien », mais aussi par ceux qui aujourd'hui (face au spectre infectieux) ne veulent plus rien entendre des refrains contre « l'état d'exception » (applaudis il y a peu encore...) et choisissent le parti de la matérialité fantomatique des faits. Dans la panique (avec l'éclipse de la raison qu'elle entraîne), chaque mot porte un sens : alors pour ce que ça vaut, revenons au psychodrame populaire qui se déroule dans notre beau pays, sur ses effets sociaux plus que sur ses causes biologiques.

Que ce virus vienne des chauves-souris ou d'un laboratoire militaire secret, qu'est-ce que ça change là tout de suite ? Rien : une hypothèse en vaut une autre. Au-delà du manque d'informations et de compétences plus précises à ce sujet, on peut déjà faire cette observation : certaines espèces animales peuvent transmettre des virus de la sorte aux êtres humains. Tout comme il peut y avoir, parmi les nombreux apprentis-sorciers des « armes non-conventionnelles », quelqu'un de plus cynique ou imprudent que d'autres. Et donc ?

Ceci dit, il devrait paraître évident à tout le monde que dans le monde actuel, ce sont les informations qui décrètent ce qui existe. Littéralement, n'existent que les choses dont parlent les médias. Et tout ce qu'ils taisent n'existe pas. De ce point de vue, celui qui soutient que pour arrêter l'épidémie, il suffirait d'éteindre la télé, a raison. Sans l'alarmisme médiatique que le virus a suscité, seulement ici en Italie dans un premier temps, personne n'aurait prêté beaucoup d'attention à cette forme de grippe imprévue. Seules les proches et certaines statistiques auraient visibilisé les victimes. Il existe d'ailleurs un cas précédent en Italie : la grippe de Hong Kong, dite « la grippe spatiale », a fait 20.000 victimes à partir de l'automne 1969. À l'époque, les médias en parlaient beaucoup, et l'année d'avant cette maladie a semé la mort à travers le monde. Mais alors, elle était considérée comme une forme de grippe plus virulente que d'habitude. Tout simplement. D'ailleurs, vous imaginez un peu ce qu'aurait provoqué la proclamation de l'état d'urgence en Italie *en décembre 1969* ? Pratique sans doute pour les autorités, mais elles savaient qu'elles ne pouvaient pas se le permettre. Ça aurait été l'insurrection. Alors, elles se sont contentées de semer la terreur avec des massacres d'État.

À présent, est-il logique de croire seulement ici en Italie qu'une épidémie d'Extrême-Orient aurait éclaté dans le monde avec une telle virulence ? Plus probablement, ce n'est qu'en Italie que les médias ont décidé de focaliser l'attention sur l'arrivée de l'épidémie. Qu'il s'agisse d'un choix précis ou d'une erreur de communication, le dé-

bat sur la question serait long. La panique que les infos ont déclenchée, par contre, est par trop évidente. Et à qui, à quoi, celle-ci profite-t-elle ?

Car oui, en effet, rien n'est plus apte à semer la terreur qu'un virus. Il est l'ennemi parfait : invisible et potentiellement omniprésent. À la différence des djihadistes du Moyen-Orient, sa menace s'étend et légitime la nécessité du contrôle à l'infini ou presque. La surveillance ne s'applique pas à quelques bourreaux de temps à autre, mais aux victimes éventuelles (tout le monde, donc). Ce qui est suspect, ce n'est pas d'être « Arabe » et d'errer dans des endroits dits « sensibles », c'est le simple fait de respirer. Quand un problème de santé devient un problème d'ordre public, quand la meilleure façon de guérir devient la répression, alors un fait s'éclaircit : parmi les candidats au rôle de super-commissaire dans la lutte contre le virus, on compte l'ancien chef de police au moment du G8 à Gênes en 2001 et actuel président de la première industrie de guerre italienne. Mais comme les affaires sont les affaires, le candidat retenu est finalement un manager de formation militaire : le directeur général de l'agence nationale pour l'investissement et le développement commercial. Est-ce une réponse aux exigences d'un politicien notoire, martelant au Sénat : « *il s'agit de la troisième guerre mondiale mobilisant notre génération, et celle-ci va changer nos habitudes davantage que le 11 septembre* » ? Après Al-Qaïda, voici le Covid-19. Et voici aussi les bulletins d'informations sur cette guerre à la fois virtuelle et virale, son nombre de morts et de blessés, l'actualité du champ de bataille, le récit des actes de sacrifice et d'héroïsme. Mais au cours de l'Histoire, à quoi n'a jamais servi d'autre la propagande de guerre, sinon à mettre de côté toute divergence et faire front commun autour des institutions ? Au moment du danger, ni divisions, ni critiques, seulement une adhésion unanime derrière le drapeau de la patrie. Ainsi, en ce moment depuis l'intérieur des bâtiments institutionnels, l'hypothèse grandit de donner vie à un gouvernement de santé publique. Sans oublier un effet collatéral propice à la situation : quiconque sort du rang ne peut être qu'un défaitiste, une candidate au lynchage pour haute trahison.

Comme cela a déjà été dit, nous ne savons pas si cet état d'urgence est le résultat d'un projet stratégique prémédité, ou de mesures prises après une erreur commise. Cependant, nous savons que cette situation, en plus d'écraser toute résistance à la domination de Big Pharma sur nos vies, servira à propager et à consolider la servitude volontaire, à faire intégrer l'obéissance, à *s'habituer à accepter l'inacceptable*. Et quoi de mieux pour un gouvernement qui a depuis longtemps perdu tout semblant de crédibilité, et par extension, pour une civilisation en état de putréfaction manifeste ? Le défi lancé par le gouvernement italien est énorme : établir une zone rouge de 300 000 kilomètres carrés en réaction à rien. Une population de 60 millions d'habitants peut-elle se mettre au garde-à-vous et se prosterner aux pieds des mêmes qui promettent

de la sauver d'une menace inexistante, comme un chien de l'expérience de Pavlov bavait au simple son d'une cloche ? Il s'agit d'une expérience sociale dont l'intérêt des résultats dépasse les frontières italiennes. La fin des ressources naturelles, les effets de la dévastation environnementale et le surpeuplement permanent annoncent le déclenchement de conflits partout dans le monde. Et la prévention et la gestion de cette conflictualité forceront le pouvoir à prendre des mesures draconiennes. Par le passé certains ont qualifié ce genre de régime « d'écofasciste », et ses premières mesures ne seront pas très différentes de celles prises aujourd'hui par le gouvernement italien (qui de fait raviraient tout État policier). Pour tester des mesures pareilles à grande échelle, l'Italie est un bon catalyseur et le virus est un prétexte parfait de domination horizontale.

Jusqu'ici, les résultats obtenus par les ingénieurs des âmes nous semblent enthousiasmants. À de rares exceptions près, chacun, chacune est prêt à renoncer à toute liberté, à toute dignité, en échange de l'illusion du salut. Et si le vent tourne, ils peuvent toujours annoncer que le dangereux virus a été éradiqué pour éviter l'effet boomerang. En attendant, les détenus en font les frais, eux qui se sont fait massacrer pendant les révoltes qu'ils ont portées dans une trentaine de prisons, après l'annonce de la suspension des parloirs. Mais visiblement, on ne parle pas d'une « boucherie mexicaine » gênante, mais plutôt d'une louable désinfection à l'italienne. L'urgence offre aux détenteurs de l'autorité la possibilité d'adopter publiquement des comportements qui jusqu'alors étaient tenus secrets, comme en témoignent certains faits divers. Ainsi, à Monza, une femme de 78 ans s'est rendue dans une polyclinique parce qu'elle souffrait de fièvre, de toux et de difficultés respiratoires. Après avoir refusé d'être hospitalisée pour le coronavirus, elle a subi un TSO [traitement sanitaire obligatoire, en service psychiatrique]. Et depuis que le TSO, créé en 1978 avec la fameuse loi 180, ne peut être appliqué qu'aux prétendus malades mentaux, cette hospitalisation forcée était donc un « abus de pouvoir » (comme se plaisent à dire les belles âmes démocratiques). Un abus parmi tant d'autres du quotidien, sauf que dans cette situation il n'était pas nécessaire de le minimiser ou de le cacher : il a donc été rendu public sans soulever la moindre critique. De même, sept sans-papiers coupables de... jouer aux cartes dans un parc ont été arrêtés à Rome. C'est le moins qui puisse arriver à d'éventuels pestiférés dépourvus du « *sens des responsabilités* ».

Oui, la responsabilité. Un mot sur toutes les lèvres aujourd'hui. *Nous devons être responsables*, une sollicitation martelée en continu qui, traduite de la novlangue du pouvoir, signifie : *nous devons obéir aux directives*. Pourtant, on comprend facilement que c'est précisément en obéissant que toute responsabilité est évacuée. La responsabilité a à voir avec la conscience, c'est-à-dire la rencontre heureuse entre la sensibi-

lité et l'intelligence. Porter un masque ou être connectée chez soi simplement parce qu'un fonctionnaire du gouvernement l'a dicté ne dénote pas d'une responsabilité active, mais d'une obéissance passive. Ce n'est pas le fruit de l'intelligence et de la sensibilité, mais de la crédulité et de la naïveté, saupoudrée d'une bonne dose de peur. Pour être un acte de responsabilité, il doit émaner du cœur et de la tête de chaque individu, ne pas être ordonné d'en haut ni imposé sous peine de punition. Toutefois on comprend facilement que la conscience est la chose que le pouvoir craint plus que tout. Car c'est de la conscience que naissent la contestation et la révolte. Et c'est précisément pour stériliser chaque conscience que nous sommes bombardés 24 heures sur 24 par les programmes télévisés les plus futiles, les divertissements numériques, les bavardages à la radio, le chahut téléphonique ... Une gigantesque entreprise de formatage social dont le but est la production de l'idiotie de masse.

À présent, si on considère les raisons avancées pour déclarer cette urgence avec un minimum de sensibilité et d'intelligence, qu'en ressort-il ? Qu'un état d'urgence inacceptable a été déclaré pour des raisons farfelues par un gouvernement non fiable. Dans les faits, cet État ignore les 83000 victimes causées chaque année par un marché dont il détient le monopole et qu'il rémunère à hauteur de 7,5 milliards d'euros net. Alors comment l'État peut-il être crédible un instant lorsqu'il prétend établir une zone rouge dans tout le pays pour endiguer la propagation d'un virus qui – selon de nombreux virologues eux-mêmes – *contribuera* indirectement à la mort de quelques centaines de personnes déjà malades, et peut-être directement à la mort de quelques-unes ? Et pour empêcher 80 000 personnes de crever de la pollution atmosphérique, ces seigneurs ont-ils déjà envisagé de bloquer les usines, les centrales électriques et les voitures à travers tout le pays ? Aujourd'hui, n'est-ce pas ce même État qui a fermé plus de 150 hôpitaux au cours des dix dernières années qui appelle à une plus grande responsabilité ?

Quant à la matérialité des faits, qu'on nous permette de douter de la volonté d'y faire face réellement. En tout cas les sombres idiots qui, face au massacre perpétré par cette société dans tous les domaines, ne sont même pas capables d'encourager la vengeance du bon État social (avec sa santé publique et ses grands projets utiles) sur le méchant État libéral (radin avec les pauvres et généreux avec les riches, dépassé par la « crise »), eux ne le veulent pas, c'est sûr. Et encore moins les braves citoyennes qui préfèrent rester en rade de liberté pour quelques miettes de sécurité.

Parce qu'affronter la matérialité des faits signifie aussi et surtout considérer ce qu'on veut faire de son corps et de sa vie. Cela signifie aussi accepter que la mort met fin à la vie, même à cause d'une pandémie. Cela signifie également respecter la mort, et ne pas penser à pouvoir l'éviter en s'appuyant sur la médecine. Nous mourrons tous :

personne n'y échappe. Cela fait partie de la condition humaine : nous souffrons, nous tombons malades, nous mourons. Avec plus ou moins de douleur. La médicalisation forcenée, avec son objectif délirant de vaincre la mort, ne fait que nourrir l'idée que la vie doit être préservée et non vécue. Ce n'est pas la même chose.

Si la santé – comme l'OMS prétend le soutenir depuis 1948 – n'est pas simplement l'absence de maladie, mais le bien-être physique, mental et social complet, il est évident que l'humanité entière est un malade chronique, et certainement pas à cause d'un virus. Et comment obtenir ce bien-être total ? Avec un vaccin et un antibiotique à prendre en milieu aseptisé ou bien avec une vie pleinement vécue au nom de la liberté et de l'autonomie ? Si dans les hôpitaux, ils arrivent à faire passer la « présence de paramètres vitaux » pour une « forme de vie », n'est-ce pas parce que la différence entre la vie et la survie a été oubliée ?

Le « roi des animaux », le lion, symbole de force et de beauté, vit en moyenne 10-12 ans en liberté dans la savane. En toute sécurité dans un zoo, sa durée de vie peut doubler. Enfermé dans une cage, il perd en beauté et en force – il devient maussade et obèse. On lui retire le risque de la liberté en échange de la certitude de la sécurité. Mais de cette façon, il ne vit plus : au mieux, il survit. L'être humain est le seul animal qui préfère passer ses journées en captivité plutôt que dans la nature. Il n'a pas besoin du fusil d'un chasseur braqué sur lui : il se met de lui-même derrière les barreaux. Cerné et abruti par les prothèses technologiques, il ne sait même plus ce que c'est, la nature. Et il est heureux, voire fier, de la supériorité de son intelligence. Comme il sait compter, il sait que huit jours en tant qu'être humain comptent davantage qu'un seul pour un lion. Ses paramètres vitaux sont bien présents, et par-dessus tout celui qui est considéré comme fondamental dans notre société : la consommation de biens.

Paradoxalement, les habitants de notre civilisation titanesque, d'habitude si passionnés par les superlatifs, sont en train d'angoisser pour un des plus petits micro-organismes vivants. Mais comment quelques dizaines de millièmes de centimètres de matériel génétique osent-ils menacer notre existence pacifique ? C'est la nature. Pour le dire brutalement, considérant ce que nous lui avons fait, il serait aussi juste qu'elle nous anéantisse. Et tous les vaccins, tous les soins intensifs et les hôpitaux du monde entier ne pourront jamais rien y faire. Au lieu de faire semblant de l'apprivoiser, nous devrions (ré)apprendre à vivre avec la nature. Et cette fois dans des sociétés sauvages, c'est-à-dire sans relations de pouvoir, et non dans des États civilisés.

Mais cela impliquerait un « changement de comportement » très malvenu pour ceux qui nous gouvernent ou le souhaiteraient, comme pour ceux qui veulent être gouvernés.

Finimondo

L'INSURRECTION AUX TEMPS DU CORONAVIRUS

-14 mars 2020-

En fin de compte, l'évènement déstabilisateur, celui qui aura bloqué le système capitaliste, est arrivé. Et la cause n'est pas, comme nous l'imaginions, l'action de quelques groupuscules de révolutionnaires, pas plus qu'un territoire ou une population en révolte. L'évènement est né dans le corps capitaliste, et il se diffuse à l'intérieur de celui-ci à la même vitesse qu'avec laquelle le virus se diffuse à l'intérieur d'un corps organique, en bloquant différentes fonctions.

Pour cette raison, depuis le mardi 10 mars, une nouvelle preuve d'obéissance est demandée dans un des nombreux appendices, celui que l'on appelle Italie. En oubliant de mentionner les causes réelles de ce qui est désormais une pandémie, de nouvelles interdictions sont imposées, de nouvelles contraintes se rajoutent aux libertés individuelles déjà limitées.

Sortir de sa maison n'est plus possible, sinon pour acheter de la nourriture, étant donné que cela fait désormais longtemps que la possibilité de s'autoproduire a été supprimée.

Se barricader entre quatre murs, en retwittant #jeresteàlamaison, voilà la triste proposition à laquelle se trouvent contraints les tristes citoyens italiens.

Ainsi, de la même manière que le drame écologique peut être évité en triant ses déchets et en acquérant des voitures électriques, la diffusion du coronavirus peut être bloquée en contraignant les personnes à ne pas sortir de chez elles.

Le système capitaliste charge ses responsabilités sur les épaules de ses sujets et, comme la médecine moderne, il intervient sur les symptômes et non pas sur la pathologie.

Un événement tout humain, trop humain

Tous ou presque – en laissant de côté les théories complotistes qui, bien que captivantes, ne changent pas la substance des choses – oublient de rappeler que si le virus a pu sauter d'une glace à la chauve-souris jusqu'au cou de quelqu'un, c'est

à cause des changements climatiques provoqués par les humains, qui rendent des environnements auparavant hostiles praticables pour certains micro-organismes.

On oublie de rappeler qu'il s'est diffusé si rapidement à cause de la concentration extrême de main-d'œuvre dans les villes, entassée par millions, bien que distantes les uns des autres.

À cause de la course folle qui amène les humains et les marchandises – parmi lesquels on compte aussi les milliards d'êtres vivants destinés à l'alimentation humaine ainsi qu'une partie des êtres humains mêmes – d'un côté à l'autre du monde. Jusqu'à il y a quelques semaines, plus de 12,5 millions de personnes s'envolaient en moyenne chaque jour, 4,5 milliards par an, tous potentiels vecteurs d'un virus quelconque. Le corona est celui du moment.

Voilà comment se démonte la rhétorique des fascistes et de la classe dirigeante mondiale actuelle, car ce sont les mêmes frontières, fermées pour ceux qui n'ont pas l'argent et les papiers, et ouvertes pour ceux qui au contraire les ont, qui ont permis la diffusion du virus autour du monde.

Rapidité et confort en business class... apéritif de bienvenue ? Coronavirus ou Sars ?

Comment l'État réagit

Toute la péninsule – et bientôt l'Europe – est militarisée, de nouvelles frontières surgissent, des barrages contrôlés par des uniformes armés. La circulation des marchandises a subi un effondrement important, quand à celle toujours moins libre des personnes elle est quasiment à l'arrêt.

Tous à la maison, obéissant à l'interdiction, dans la peur d'être contaminé ou de répandre le virus.

Ou simplement d'être punis.

Ceux qui n'ont pas de maison, ou qui n'ont pas les papiers requis par la domination sont, de par leur seule existence, hors-la-loi. Ne pouvant plus passer inobservés dans les villes désertes, se retrouvant à la merci de la flicaille sans ne croiser d'autres yeux que ceux, dans ce cas aveugles, du contrôle.

L'état d'urgence permet des mesures exceptionnelles, des mesures d'urgence pour un plus grand contrôle social. Les mesures, comme cela est par exemple arrivé avec celle adoptées dans tout l'occident dans la « lutte contre le terrorisme », deviendront permanentes.

Il y a ceux qui proposent de reproduire le modèle appliqué en Corée du Sud, et d'affronter l'épidémie en traçant les déplacements des personnes à travers le big data.

En déresponsabilisant toujours plus les individus, pourquoi ne devraient-ils pas rendre le traçage permanent – non seulement par les géants de la tech, mais aussi de la part de l'État – de tous les citoyens, avec l'excuse de la santé publique ou de la sécurité publique ? Ou mieux, les deux ? Un tonnerre d'applaudissements depuis les plateaux du débat public.

De la même manière, interdire les rassemblements en raison d'une valeur supposée plus haute, celle de la santé publique, pourrait mettre fin aux mouvements de masse qui, au cours des derniers mois, ont mis l'organisation sociale actuelle en discussion à travers le monde entier.

Ainsi, si les révoltes de Hong Kong se sont épuisées à cause du virus, et que celles du Chili sont toujours plus ramenées vers des horizons constituants et réformistes, quoi de mieux de l'autre côté des Alpes que des mesures exceptionnelles pour « contenir l'épidémie », et donner ainsi un coup définitif à l'incontrôlable – bien qu'ayant des revendications tendanciellement réformistes – mouvement des gilets jaunes ?

Comment le capitalisme se réinvente ?

L'organisation capitaliste, si elle dépasse cette période, pourrait profiter de l'urgence pour tous nous embarquer dans la quatrième révolution industrielle. Chercher à décourager les activités menées hors de chez-soi, la socialité et les agrégations – et avec tout cela les possibilités de rencontre, de confrontation, d'organisation et de révolte... et encore nous ne nous référons qu'aux révoltes qui ont secoué les gouvernants du monde au cours de la dernière année.

Ne privilégier au contraire que la socialité et l'agrégation virtuelle – il y en a déjà qui appellent « concerts » les live streaming –, la consommation en ligne, la construction d'espaces toujours plus sur mesure et moins risqués, amenant progressivement les personnes à être incapables d'affronter des situations de conflit réel, qui ne peuvent pas être résolues seulement par la déconnexion.

En passant du local au global, quelques économistes plus prévoyants anticipent de possibles restructurations du capitalisme dans les années à venir, un sérieux redimensionnement de la mondialisation et des marchés financiers. Peut-être que des économies plus locales et moins interconnectées nous attendent, des chaînes productives plus courtes, des continents qui viseront à une sorte d'autarcie, des frontières plus fermées encore.

Et avec ces interdépendances moins importantes, de plus grandes possibilités de conflits, car si mon économie ne dépend plus de la tienne, et que ce n'est plus toi qui

produit les composants de mes missiles, pourquoi devrais-je éviter de te faire la guerre si tu effleures mes intérêts ?

Combien de temps faudra-t-il pour passer d'une « guerre conventionnelle » à la guerre nucléaire, la mère de toutes les guerres ? Celle qui ferait en quelques heures des dizaines de millions de morts, comme un domino¹.

Maintenant, on peut dire que l'on voit la libération de la planète du parasite humain se rapprocher.

Que faire ? Quelques hypothèses sur le futur

Bien que largement prévue, une épidémie de ce genre nous trouve impréparés en raison de sa rapidité et du bouleversement rapide de notre quotidien.

Nous devons donc comprendre quoi faire, quelle agilité nous permettra la militarisation du pays, et qu'attendre du futur, en cherchant à le prévoir.

Dans l'immédiat, la première chose que nous devons faire c'est de communiquer et de ne pas s'isoler. Alimenter la discussion autour de la crise, se confronter, faire tourner des textes, des propositions et des critiques. Et puis, chercher à partager les situations dans les différentes villes, dans les différents territoires. Signaler les barrages, les formes de contrôles appliqués, le respect ou non des interdictions. Avoir une idée plus claire du cadre général pourra nous permettre de nous déplacer, de nous rencontrer, de nous confronter et d'agir plus aisément.

Conscients que nos déplacements pourront causer de nouvelles contagions, même des personnes que nous ne voudrions pas contaminer. À chacun de décider s'il veut agir pour la contagion et, peut-être, l'extinction – qui n'arrivera bien sûr pas dans l'année – ou bien pour d'autres choses. Ce qui est certain, c'est que la nécessité de se masquer ouvre de nouvelles possibilités d'anonymat, n'en déplaît aux fanatiques de l'image et de l'identification. Nous nous procurerons donc des masques de toutes sortes, pour pouvoir agir dans des situations publiques, couverts et sereins.

Puis, bien sûr, soutenir ceux qui s'opposent aux nouvelles restrictions. Pour l'instant les personnes enfermées dans les lieux où la quasi-totalité des libertés individuelles sont niées, les prisons. Selon des données diffusées par les médias, 6000 d'entre elles se sont rebellées en quelques jours, du nord au sud, et quelqu'un, après avoir frôlé le lynchage d'une directrice, a réussi à s'évader.

¹ Selon une étude, une guerre atomique entre l'Otan et la Russie provoquerait en 5 heures 34 millions de morts.

C'est parmi les prisonniers que se trouvent les premiers morts violents de cette période d'exception.

Une période qui pourrait vraisemblablement durer deux mois, mais qui, si comme le disent certains dirigeants, 60-70 % des gens doivent être infectés par le virus, pourrait durer beaucoup plus.

Une longue période de quarantaine, de mobilité limitée, de contrôles, d'interdictions de se rassembler, etc.

Certaines interdictions pourraient être prolongées par de nouvelles obligations : combinaisons, masques etc. Cela ne suffira pas pour retourner à la normalité, mais au contraire à l'évidence que nous vivons dans une période préapocalypse. L'économie actuelle, au moins telle que nous la connaissons, pourra difficilement supporter une longue période d'état d'urgence et de paralysie.

Après quelques jours, nous assistons déjà au record négatif de la Bourse de Milan, à des grèves spontanées et non médiées par les syndicats, aux blocages des ports, aux révoltes dont nous parlions plus haut, et à diverses infractions des interdictions.

D'ici quelques semaines les biens de première nécessité, la nourriture, pourraient commencer à manquer.

Ainsi, des personnes retrouvant du temps à dédier à l'activité inhabituelle qui consiste à penser, pourraient décider de diriger leur rage vers ceux qui sont la cause de leur faim, de leur réclusion : ce monde et ses fidèles serviteurs.

Et les révoltes de toute période historique nous montrent que les enrégés et les révoltés, seront toujours prêts à frapper.

S'attendre donc à ce que les situations précipitent et tenter de donner notre contribution révolutionnaire aux éclats de colère, aux éventuelles exaspérations, protestations, pillages, révoltes.

Nous sommes presque sûrs que ce n'est qu'une question de temps...

Les impatients pourraient fortement ressentir le désir de donner une contribution immédiate au chancellement – précédent l'écroulement ? – du système actuel.

Ainsi, certains voudront peut-être donner un coup supplémentaire au système productif boiteux, en interrompant les approvisionnements énergétiques. En coupant le courant à ce système qui tue, en enchaînant à la production des milliards de personnes, et qui dévaste les territoires dans lesquels il se développe pour produire des marchandises dont ont besoin l'économie et le contrôle, pas nous.

Quelqu'un d'autre décidera peut-être d'attaquer le système infrastructurel, le même qui a permis à ce virus – et à ceux qui suivront² assurément – de se déplacer à une telle

2 L'épidémie d'Ebola, qui a causé plus de 11000 morts entre 2013 et 2016 en Afrique centrale,

vitesse. Cela pourrait certes retarder les approvisionnements vers différentes villes, mais nous n'avons pas choisi de séparer totalement la production alimentaire des territoires dans lesquels cette nourriture sera consommée.

Quelqu'un de particulièrement imaginatif pourra également attaquer des objectifs originaux; dans ce monde, en frappant à l'aveugle on ne se trompe – presque – jamais. Et qui sait si, par exemple, en attaquant les tabacs, empêchant ainsi la satisfaction de certaines dépendances, la révolte des fumeurs et des joueurs de loto ne pourrait pas exploser ?

Un futur de fantaisie rebelle contagieuse nous attend.

Des chambres aux rues

Que l'état d'urgence dure quelques semaines ou qu'il se prolonge, ce que nous devons faire, ce sera de s'évader de la quarantaine, de reprendre de l'air, de reprendre les rues, les places, les territoires dans lesquels nous vivons. En allant au-delà des slogans, c'est-à-dire en recommençant à vivre hors des lieux clos, une habitude que beaucoup auront peut-être du mal à reprendre, habitués à la sécurité des murs de leur lazaret. Il faudra saper la peur légitime et la méfiance qui naissent à chaque rencontre ces derniers jours, dès que l'on se rapproche un peu trop de quelqu'un.

Mais nous pouvons imaginer que l'ouverture – ou avant, la fermeture – des cages de la quarantaine, surtout si la durée est importante, ramènera les personnes à affluer avec fracas en plein air.

Sans, par la force des choses, la volonté de retourner à la vie précédente, mais avec celle de retourner, avec éclat justement, dans les rues, dans les places, dans les parcs. Les lieux où ont éclaté les événements insurrectionnels chiliens, comme tout autre moment insurrectionnel dans l'histoire.

Y retourner et affirmer par la parole et l'action le refus total d'un monde qui se base sur la domination de l'autre – nature, animal ou humain – et donc sur l'extermination, sur les dévastations environnementales, sur la guerre, sur le patriarcat, sur le travail salarié et sur tant d'autres saloperies que nous détruirons.

Le refus de vivre dans un monde qui par sa nature favorise la diffusion de telles

n'est pas parvenue à s'étendre dans le reste du monde, uniquement parce que le flux de personnes depuis et vers les pays du capitalisme moins avancé sont très largement inférieurs aux flux entre les pays au capitalisme avancé, ou dominant. Mais vu les conditions actuelles, il est très probable que d'autres épidémies se diffusent dans le futur.

épidémies, et qui a tout infecté ou presque par le travail. Une contrainte qui, en plus de consacrer sa vie entière à l'enrichissement et au maintien du pouvoir de ceux qui commandent, tue systématiquement, tous les jours³.

Et donc abandonner le travail pour la propagation des grèves spontanées.

Retourner dans les rues et dans les places pour dépasser ce moment au caractère exceptionnel que se donnent souvent les révoltes contemporaines, qui atteignent de très hauts moments de conflictualités en manquant cependant l'objectif de devenir permanentes.

Selon nous, voilà quelle est la plus grande limite et l'une des principales causes de l'échec à long terme des révoltes et des insurrections de la dernière période.

En plus de l'illusion des propositions des assemblées constituante, le fait d'abaisser le tir en réduisant l'horizon de celui révolutionnaire à celui de la réforme et du renforcement du système actuel.

En reparcourant l'histoire contemporaine, nous pouvons remarquer comment les places ont été plusieurs fois les lieux dans lesquels tentait de naître une autre culture, fille des siècles qui bien sûr la précédaient, et pas seulement une alternative fade à la culture capitaliste.

Malheureusement, c'est bien souvent l'alternative fade que nous repropsons dans les lieux où nous vivons.

Mais nous pouvons faire mieux.

Dans une rediscussion constante du soi et du nous, et de nos relations. Une exploration faite de fantaisie, de curiosité, d'autocritique, pour déconstruire la culture de la domination en faveur de quelque chose de nouveau. Si bien que dans les espaces ouverts, qui par nature éloignent le sectarisme et l'identitarisme, toute catégorie et toute identité se dissolvent finalement entre les révoltés et leurs feux.

Pour que l'imprévisible et l'exceptionnel devienne notre quotidien.

Une fin que nous vivons

Que ce soit le début de la fin, ou seulement une aggravation supplémentaire de la crise, nous ne pouvons pas encore le savoir. Ce qui est certain, c'est que cette pandémie laissera une cicatrice indélébile dans les vies et dans l'imaginaire de chacun. Ainsi que

³ Rien qu'au cours de l'année 2019, 3 personnes en sont mortes par jour en moyenne en Italie, pour un totale de 1089 personnes. Nous n'avons pas trouvés de données mondiales, mais les morts au travail doivent atteindre des centaines, voir des milliers.

dans le système lui-même. Ce qui est sûr, c'est que l'idée que celui-ci est « le meilleur des mondes possibles » ne pourra qu'abandonner les défenseurs du capitalisme même les plus obstinés. Du moins ceux de bonne foi.

Ainsi, si les fondements idéologiques vacillent, le système économique s'écroule, et les dévastations accomplies renvoient à la face du capital ses responsabilités, certains commenceront à entrevoir le déclin de l'anthropocène.

À cette vision, des milliards d'êtres vivants se relèveront, percevant la possibilité d'un avenir de liberté.

Face à nous l'inexploré, l'inconnu. Il s'agit de choisir d'abandonner ses certitudes pour explorer les possibilités infinies qui nous attendent. Nous les explorerons avec un frisson, avec l'exaltation de la découverte, de la vue du totalement nouveau.

Et nous le ferons avec joie
des bords de l'abîme, vers une aube de révolte et de libération

PROMENADE AU BORD DU GOUFFRE . . .

UN PLONGEON DANS LE NÉANT

-23 mars 2020-

« Les fléaux, en effet, sont une chose commune, mais on croit difficilement aux fléaux lorsqu'ils vous tombent sur la tête. Il y a eu dans le monde autant de pestes que de guerres. Et pourtant pestes et guerres trouvent les gens toujours aussi dépourvus »

A. Camus, *La peste*

Chaos... ou pas ?

L'arrivée de l'épidémie en Italie est le point de départ d'un bouleversement jusqu'alors inconnu. L'économie s'écroule. Des centaines de milliards d'euros disparaissent. Les entreprises ferment. Les administrations publiques, les écoles, les salles de sport... tout est bloqué. Seuls les supermarchés et les magasins de premières nécessités restent ouverts et sont quotidiennement vidés. La majorité des gens sortent de chez eux uniquement pour faire leurs courses. Effrayés, ils ne parlent pas entre eux, chacun cherche à faire au plus vite. On dirait presque un scénario pré-apocalyptique, et certains pourraient penser que c'est le prélude d'une période de chaos. Toutefois, la situation actuelle est tout sauf chaotique : des millions de personnes renoncent à sortir de chez elles au nom d'une responsabilité collective garnie de patriotisme, l'État commande et les citoyens obéissent, certains par peur, d'autres pour éviter des rétorsions. Les relations sont majoritairement médiées par les rapports informatiques, et les contacts humains sont devenus un outrage à la santé collective. L'économie s'oriente sur les plateformes du web, de grosses multinationales gèrent entièrement le trafic des marchandises et des chaînes de supermarchés deviennent le repère principal pour satisfaire les besoins. L'école continue grâce à la connexion à distance ; au moins, les salles de classe seront désormais silencieuses... Que peut-il bien y avoir de chaotique dans tout cela ?

Certes, la situation dans les hôpitaux est loin d'être sous contrôle, mais pourquoi cela devrait-il tant nous étonner, l'État s'est-il peut-être déjà préoccupé de la santé des gens ? La maladie, plus qu'une menace, est une opportunité de profits et de contrôle.

Nous savons pourtant aussi que dans leur ordre, juste en dessous de la surface, le désordre couve, la rébellion se cache, la sensation de vie niée, plus ou moins atteignable et compréhensible par les consciences individuelles. Il existe un potentiel inexprimé en termes de désir. Plus ce potentiel est banni et nié, et plus il gagne en dangerosité, car il pourrait s'enflammer à tout moment. Ou bien non, peut-être que tout est déjà perdu, et que nous sommes les seuls (nous qui ?) à éprouver encore des passions et des désirs ?

Cependant, si aucune des deux possibilités ne change le choix individuel de continuer à attaquer le pouvoir, celles-ci changent la manière par laquelle nous pouvons refuser l'idée de l'inéluctable reproduction éternelle de l'état de choses actuel. Donnons de la force, en cherchant à percevoir la tension étouffée, à l'idée qu'un monde autre est possible, et que celui-ci n'est pas le meilleur des mondes, le seul monde possible.

Alternative ou cogestion ?

Toutefois, comme cela arrive à de nombreux moments historiques, au cours desquels l'autorité du système social en place n'est pas minée à la racine, l'alternative parvient avec difficulté à emprunter la voie de l'altérité, et elle se retrouve le plus souvent embourbée dans la misère de la cogestion.

Qu'est-ce que cela signifie aujourd'hui d'aider à distribuer des masques ? Cela signifie ou bien que l'on coordonne son action avec la Protection Civile¹ et la Mairie, ou alors que la répression des militaires et des policiers est au coin de la rue, car on viole les lois et les décrets qui interdisent de sortir de chez soi.

Ce système social a créé un monde où vivent 7-8-9 milliards de personnes. Comme le disait Huxley dans son roman prophétique *Le Meilleur des Mondes* :

« La stabilité. Pas de civilisation sans stabilité sociale. Pas de stabilité sociale sans stabilité individuelle. [...] La machine tourne, tourne, et doit continuer à tourner, à jamais. C'est la mort si elle s'arrête. Ils étaient mille millions à gratter la croûte de la terre. Les rouages commencèrent à tourner. Au bout de cent cinquante ans ils étaient deux mille millions. Arrêt de tous les rouages. Au bout de cent cinquante semaines, ils ne sont plus, de nouveau, que mille millions ; mille milliers de milliers d'hommes

¹ La *Protezione Civile* est un service de secours institutionnel qui intervient principalement lors de catastrophes naturelles, chargé de « porter assistance » à la population.

et de femmes sont morts de faim. Il faut que les rouages tournent régulièrement, mais ils ne peuvent tourner sans qu'on en ait soin. Il faut qu'il y ait des hommes pour les soigner, aussi constants que les rouages sur leurs axes, des hommes sains d'esprit, stables dans leur satisfaction. Criant : « Mon bébé, – ma mère, – mon seul, mon unique amour » ; gémissant : « Mon péché, mon Dieu terrible » ; hurlant de douleur, marmot tant de fièvre, geignant sur la vieillesse et la pauvreté, comment peuvent-ils soigner les rouages ? Et s'ils ne peuvent pas soigner les rouages... Il serait difficile d'enterrer ou de brûler les cadavres de mille milliers de milliers d'hommes et de femmes ».

* * *

Quels sont nos problèmes et quels sont les problèmes de la Domination ?

Peut-être devons nous résoudre le problème de la pollution ? Nous ne nous inscrivons pas en fac de biologie, nous abattons un pylône de haute tension pour éteindre une usine.

Peut-être devons-nous résoudre le problème de la pauvreté ? Nous ne fondons pas une banque éthique, nous la braquons et cherchons à détruire le monde du commerce et aussi celui de sa falsification « éco-solaire ».

Peut-être devons-nous résoudre le problème des maladies ? Nous n'étudions pas la médecine, nous cherchons à abattre ce système social. Car l'action révolutionnaire ne restructure pas la prison et ne l'améliore pas. Elle l'abat pour créer le vide, pour donner la possibilité à la vie d'éclore.

En effet, l'altérité ne peut naître que là où le pouvoir de l'État n'existe pas, et elle étouffe si les espaces dans lesquels elle essaie de germer ne s'élargissent pas, mais qu'ils restent circonscrits dans de petites poches sous contrôle.

Malheureusement, les morts sont causés par ce monde, par nos choix de vie – ou plutôt, de *survie* – collectifs, non pas par nos choix individuels de lutte. Et une révolution est pavée de sang et de morts, car voilà la condition dans laquelle ce système social a mis l'humanité : ne pas pouvoir exister sans lui. Comment l'humanité pourrait-elle exister sans la science nucléaire, à partir du moment où la première centrale a été mise en marche et le premier déchet produit ? Les conséquences des choix de ceux qui ont vécu avant nous retomberont sur notre futur pendant de longues années encore, mais ne pas commencer dès aujourd'hui à payer ces dettes de souffrances ne fait qu'augmenter les souffrances globales.

* * *

Le frein d'urgence est un *danger*.

Cependant, si nous ne le tirons pas, la Domination continuera à s'approfondir, en changeant et en dominant même matériellement nos existences. Voilà pourquoi il n'est pas possible d'accepter la cogestion, ni de remettre à plus tard la conflictualité qui devrait être permanente : car c'est leur désastre, et c'est à eux de le payer. Et celui-ci doit finir.

Ceux qui veulent un monde de liberté ne sont pas responsables des massacres de la Domination, pas même de ceux qui adviendront demain ou après son écroulement. Il ne faut évidemment pas perdre de vue le lien entre les moyens et les fins, mais il faut aussi savoir regarder le monde avec un certain *détachement*.

* * *

Cependant, il est vrai aussi que le rythme de ces derniers jours est effréné, et la conscience du désastre devient toujours plus évidente pour un grand nombre de personnes. Qu'advient-il quand la peur laissera la place au désir d'espoir ou à l'espoir du désir ?

Un monde inattendu.

Et alors ? Une situation de ce type nous trouve non préparés.

En tant qu'amants de la liberté, nous aspirons à voir les trames de ce régime d'urgence se défaire à cause d'un foyer de passions ingérables. Nous nous demandons pourtant comment les possibilités d'interventions changent quand tout une série de garanties, surtout les plus matérielles, sont niées, ou qu'elles ne sont tout simplement plus assurées par le système social et par son fonctionnement. Comment continuer à avoir des rapports et à s'organiser, d'autant plus si d'importantes distances nous séparent ? Comment est-il possible de diffuser des idées sans qu'elles se dispersent dans le royaume virtuel de l'opinion, s'il devient difficile de communiquer en dehors d'un écran ?

De plus, si les communications et la mémoire sont confiées exclusivement aux *social network*, qui ont le pouvoir de tout éliminer et de censurer à l'improviste, comment garder le souvenir de ce qu'il se passe, bombardé comme on l'est de nouvelles produites par l'*éternel présent* ? Par quel moyen est-il possible de le faire de manière autonome, quand les imprimeries et les typographies sont fermées par décrets ? Et quels risques comporte la tentative de briser ce silence macabre ?

Un regard vers le passé

En cette période, regarder vers le passé pourrait être un bon point de départ pour chercher à s'orienter sur les choix à accomplir. Sans détourner son esprit du présent, qui nous offre une perspective inédite et unique.

Les expériences passées des individus et des groupes anarchistes pourraient nous éclairer au sujet de l'importance de posséder des capacités variées, des connaissances et des moyens ayant permis de donner du fil à recoudre à l'État et à ses moyens répressifs.

Même en temps de guerre ou de dictature militaire, lors desquelles les conditions de précarité étaient bien plus profondes que celles d'aujourd'hui, certains ont réussi à continuer à lutter, en diffusant des idées de révolte et en les mettant en pratique. Mais quels sont donc ces fantomatiques moyens, et quelles sont ces capacités que l'on vient d'évoquer ? Un exemple qui peut sembler banal et évident, c'est la possibilité d'imprimer de manière autonome du matériel papier pour le diffuser en grande quantité et en peu de temps.

Au cours du XXe siècle, il était très courant que ceux qui écrivaient un journal avaient aussi à disposition les connaissances et les moyens matériels afin qu'il soit possible d'imprimer les exemplaires à distribuer. Dans de nombreuses villes, il y avait des imprimeries clandestines où les compagnons pouvaient imprimer leurs tracts, leurs affiches, leurs brochures, leurs livres et ainsi de suite. C'était le cas d'un grand nombre de villes en Russie, à l'époque des régimes tsaristes et bolcheviques, ou encore en Argentine, sous la dictature de Uriburu, où quelqu'un comme Severino di Giovanni – en cavale – pouvait passer en peu de temps d'un braquage de banque à l'impression de livres et de brochures.

D'autres possibilités concernent la connaissance approfondie du territoire dans lequel on vit, et la capacité à s'y mouvoir en passant inaperçu. Pensez à quelqu'un comme Caraquemada, qui pendant des décennies, est parvenu à accomplir des sabotages en territoire franquiste, en compagnie ou tout seul, en franchissant à chaque fois les Pyrénées pour rentrer en France quelques semaines plus tard. Si les formes du contrôle changent évidemment au cours de l'histoire, réfléchir sur les conditions de ceux qui les ont contournées dans le passé pourrait nous aider à développer des formes d'évasion aujourd'hui. Comment s'articule la connaissance du territoire avec la propension contemporaine au nomadisme et au déplacement perpétuel dans l'espace ? Et si les restrictions actuelles imposées étaient une stimulation pour apprendre à se déplacer intelligemment sur un territoire, en devant d'une manière ou d'une autre éviter d'être arrêtés ?

Ce n'est pourtant qu'avec le temps, et non pas dans l'immédiat, qu'il est possible de faire cela. Or, quels scénarios se présentent à nous ?

Un regard vers demain

En simplifiant, peut-être excessivement, seules deux alternatives s'ouvrent à nous. Nous pouvons évidemment intervenir avec notre action, nous ne sommes pas à la merci des événements ou dans l'attente que l'histoire suive son cours. Notre volonté a un poids et un rôle dans ce qu'il se passe, aussi bien près de nous qu'au loin. La première possibilité, c'est que la Domination parvienne à trouver une nouvelle stabilité, en normalisant la situation et en continuant à reproduire son monde et les relations qu'il produit. L'autre possibilité, c'est que cette Domination commence à perdre des bouts, à vriller sur elle-même dans une instabilité toujours plus grande, à s'écrouler inexorablement.

Quel que soit le scénario, tout cela pourrait être aussi rapide qu'inattendu.

* * *

Dans le premier cas il faudrait comprendre ce que cela signifie de vivre dans un état d'urgence comme cela, et trouver les moyens pour ne pas se retrouver à l'avenir bloqué dans notre action par des limitations extérieures de ce type. Il y a toujours une *prochaine fois*.

Pensons à ce qu'il adviendrait si certains sites étaient prochainement filtrés et rendus inaccessibles. Ou si les cartes SIM de nos portables étaient désactivées. Nous serions muets. Aujourd'hui plus que jamais, étant donné que nous n'avons même pas les moyens d'imprimer, car nous dépendons d'imprimeries professionnelles et de magasins de photocopies, et que nous n'avons peut-être même plus les adresses des personnes avec qui nous voudrions communiquer. Pensons aussi à tous ces éléments de connaissances et aux capacités qu'il est nécessaire de développer avec du temps et non pas dans l'urgence. Aujourd'hui, nous avons ce que nous avons, nos limites et notre ignorance. Ou peut-être que d'autres individus, au contraire, se sentent *prêts* ? Et demain, comment voulons-nous nous sentir ? Et que voudrions-nous *savoir faire* ?

* * *

Dans le second cas nous devons être d'abord capables de survivre, et ensuite de

faire en sorte que la Domination ne se représente pas sous d'autres formes. La ville est facilement isolable et n'est pas en mesure de subvenir aux besoins de ses habitants : elle nécessite des ravitaillements en provenance de l'extérieur afin de pouvoir continuer à exister.

La ville est fondamentalement un lieu qui pourrait se révéler soudain inhospitalier, car elle est constituée à l'image des pouvoirs qui l'ont façonnée, et pour lesquels elle est fonctionnelle. Les réseaux de relation pourraient être détruits en un clin d'œil par la fuite vers des lieux où il est encore possible de survivre, là où il n'existe pas que du béton. Dans l'impossibilité de se procurer de l'essence, et peut-être de pouvoir se téléphoner et de s'écrire des mails, vivre ensemble devient nécessaire pour pouvoir vivre bien et conspirer ensemble. Choisir les personnes avec lesquelles être, si nous voulons être avec d'autres personnes, car le futur pourrait être incertain. Si nous souhaitons que les antennes soient brûlées et que les infrastructures soient abattues, il faudra comprendre comment réinventer nos vies, et où. Et peut-être faudrait-il commencer à nous poser ce genre d'interrogations, même si nous avons toujours pensé que le problème de la destruction était si énorme que l'on ne pourrait jamais, dans nos vies, se poser d'autres questions. Et commencer à semer quelque chose, car avec la production *just in time*, il n'est pas dit qu'il existe encore des dépôts de pâtes à assaillir, ou des hangars à piller à côté d'où l'on habite². Les réserves de nourriture pourraient s'épuiser avant même que n'éclosent les fleurs.

La Commune de Paris aurait peut-être duré plus longtemps si dans les campagnes, des groupes de révolutionnaires insurgés avaient attaqué en ordre épars les bases arrière de l'armée républicaines en brisant leur encerclement.

* * *

Lequel des deux scénarios pourrait être le plus plausible selon nous ? En fonction des contextes et des sensibilités, les réponses pourraient être différentes.

Sans recettes, mais avec les idées claires

Abandonnons l'illusion que le contrôle de l'État et de la Domination puisse être un processus uniforme. À travers l'ensemble du territoire mondial, les dynamiques et les temps seront différents, comme des taches de léopards, rendant vite la situation plus

2 Nous rappelons la contribution d'A. M. Bonanno sur les perspectives insurrectionnels et sur certaines de ses réflexions concernant les capacités organisatives, mentales et physiques qu'il faut développer, présente dans la brochure (voir par ex. p.21): *Trascrizione dell'incontro « Prospettive insurrezionali oggi » tenutosi il 23 giugno 2012 al Telos di Saronno.*

chaotique et confuse.

Peut-être que nous n'aurions jamais pensé véritablement l'écrire, résignés, comme on l'est désormais, à la réalité inéluctable de notre monde. Mais nous pourrions vraiment réussir à voir la naissance d'autres formes de vie. Ce sera difficile de juger les différentes situations de loin, comme nous étions habitués à le faire. Trente kilomètres pourraient séparer des expériences et des modes de vie différents, séparés par un cordon sanitaire de militaires et de policiers.

On ne peut pas donner de recettes, aujourd'hui moins qu'hier. Il y a besoin d'intelligence, de générosité, d'effronterie et d'intuitions, pour comprendre quoi faire, où, comment et dans quelle temporalité. Quels sont les temps de la destruction et ceux de la construction n'est pas une affaire uniforme pour toutes les sensibilités. Cependant, une seule chose pourra rendre les expériences traduisibles et les intentions communicables : la clarté des intentions. Enfin, qu'en cette période de transformation, la volonté reste ferme, la volonté de détruire toute forme de pouvoir du monde dans lequel nous vivons, en nous comme en dehors.

Pour l'Attaque, ici et maintenant
Pour la Vie, ici et maintenant

Amis de plume

NOTES ÉPARSES SUR LA MALADIE QUI SÉVIT

-28 mars 2020-

I

La vérité n'est ni au milieu, ni sur le côté

Dans les moments de grande incertitude, on tend à rechercher plus que jamais la « vérité », dans la tentative de s'y agripper pour donner un sens à une situation que l'on n'arrive plus à comprendre ni à contrôler. Sous la loupe de cette considération banale, on peut observer une grande partie des dispositions et des attitudes mises en acte récemment, partout où le coronavirus SARS-CoV-2 semble se diffuser, pouvant développer la maladie du Covid-19.

Des médecins et des chercheurs de toute sorte tentent de reconstruire les scénarios de la première contagion, à la recherche du patient « zéro », en disant tout et son contraire ; des commentateurs à deux francs décrivent dans les détails les symptômes de la maladie (évidemment de ceux qui présentent des symptômes graves, évitant souvent de rappeler qu'il existe toute une série de personnes avec des symptômes simil-grippaux, ou des asymptomatiques qui sont les vecteurs par excellence) et ils invoquent le vaccin ou la énième thérapie comme la panacée de tous les maux.

Si, d'un côté, il est indubitable qu'il y a un grand nombre de personnes ayant besoin d'être hospitalisé – le Covid-19 aggraverait les situations cliniques déjà précaires, soit en raison de l'âge ou d'autres pathologies, même si les exceptions ne manquent pas –, de l'autre, il est aussi indubitable que l'État et en train de réagir à cette situation inédite de la seule manière qu'il connaît et qui lui plaise, avec l'autorité et la peine. En somme, face à la situation perçue comme incertaine, grâce à la fanfare médiatique martellante des spécialistes du « progrès », suit sans surprise la certitude de la répression facile : des interdictions de déplacement – sauf pour des raisons de travail, de santé ou pour des courses, rien de plus ordinaire et fonctionnel pour le capital – des patrouilles massives dans les rues, le tracement des personnes à l'aide des signaux téléphoniques ou du GPS, des drones qui surveillent les sentiers et les cimes des montagnes à la recherche des réfractaires à la maladie de l'autorité.

Si ce n'était pas au prix de son indépendance (au fond nous n'avons jamais pu savou-

rer la « liberté » de cette manière) et de son bien-être que l'on paie ces dispositions, on rirait à en mourir face au spectacle de l'absurde à la recherche de solutions faciles qui n'existent pas. Car si selon certains cette épidémie pouvait être prévue – pas dans l'absolu, mais dans son imminence –, à l'inverse totalement imprévisibles sont les conséquences de la dévastation environnementale des écosystèmes et de la nature sauvage qui est accomplie par les mêmes techniciens du désastre (auprès de qui on cherche maintenant des réponses) et par tous ceux et celles qui ont cru jusqu'à aujourd'hui, ou qui croient encore, vivre dans le meilleur des mondes possibles, si bien qu'ils veulent le préserver à tout prix.

D'ailleurs, reconnaître que la réduction de la complexité du réel à la dichotomie problème-solution ou cause-effet est le produit d'une certaine mentalité peut nous aider à reconnaître le caractère toujours plus dogmatique et contestable de la parole scientifique. Maintenant plus que jamais, il semble que la parole scientifique soit sûre, vraie dans l'absolu, et non plus perfectible (ce qui est vrai l'est jusqu'à preuve du contraire). Le monopole du savoir est dans les mains des spécialistes en blouse blanche, et dans cette situation de « véritable urgence », il vaut mieux que les communs des mortelles sans la moindre compétence ne mettent nullement en doute les affirmations de ceux qui pensent avoir en poche la vérité du moment. Mais, entre l'obscurantisme – entendu comme l'attitude de ceux qui s'opposent à tout changement et, dans un sens plus large, la non-volonté de connaître, l'absence de curiosité – et le scientisme – attitude de ceux qui prétendent appliquer la méthode scientifique à chaque aspect de la réalité –, il y a autre chose. Et c'est dans cette zone grise que les passions peuvent s'insurger, la sensibilité et la sensation, le corps redécouvert et maître de soi, les désirs les plus profonds et sauvages de ceux qui aspirent à comprendre l'existant, sans avoir la prétention d'y arriver totalement. Et c'est dans cet interstice que nous pourrions faire naître notre critique radical de l'existant.

II

Le temps de la roulette russe

Pourquoi cette pandémie ? D'où ce virus est-il arrivé ? Et maintenant, que faire ? L'étonnement l'emporte, renforcé par la clameur médiatique, et favorisé par la sensation déplaisante de se sentir piégé, même dans les cas où on décide consciemment de ne pas respecter l'isolement forcé.

Pour certaines personnes, la sensation d'être pris au piège, ou pire, d'avoir déjà atteint un point de non-retour, est quelque chose de latent et de viscéral qui émerge avec prépotence chaque fois que l'on fait une promenade en montagne et que l'on entrevoit le énième pylône qui lacère l'horizon, la mine qui détruit la roche, et un autre glacier qui se retire, devenant encore moins imposant que l'année d'avant. À chaque fois que l'on voit disparaître sous nos yeux une partie toujours plus grande de plage, perforée et creusée par une pelleteuse qui doit laisser place à des dockers ou à des touristes, c'est-à-dire à une tranche de profit toujours plus grande. Chaque fois que nous ressentons que notre regard s'habitue à la vue d'une centrale nucléaire ou d'un bois rasé au sol, et peut-être remplacé par une plaine semée d'éco-monstre pour le parc d'éolienne (ah, le tournant green du capitalisme !). Chaque fois que l'on touche avec la main à quel point le monde dans lequel nous vivons est artificiel, totalement non-naturel, quand nous observons l'ours, le python, le dauphin ou la lionne derrière une cage, un grillage ou une vitrine, des vivants non plus sauvages et enfermés dans le énième parc animalier ou tracés dans la réserve naturelle.

Mais si après cet étonnement, une mise en discussion totale et profonde du monde tel que nous le connaissons suivait... voilà que d'autres horizons existeraient alors, et que les questions posées seraient certainement bien différentes, par exemple, la question soulevée il y a quelques jours : « *existe-t-il une corrélation entre la diffusion du Covid-19 et la pollution de l'air ?* ». Nous désertions ainsi la bataille dialectique entre ceux qui s'aperçoivent de la dévastation principalement à travers le degré de la température moyenne de la superficie terrestre, ou bien par les tonnes d'émissions de Co2 – qui, dans ce cas particulier, diminuent à cause du blocage temporaire de nombreuses activités productives, ainsi qu'à cause de la réduction des transports, du smog et du trafic.

Nous ignorerions alors les considérations de ceux qui répondent à cette question en ayant toujours exclusivement en tête des nombres et des courbes : « *en février les mesures adoptées par la Chine ont provoqué une réduction de 25 pour cent d'anhydride carbonique par rapport à la même période en 2019 [...]* ».

D'ailleurs, selon une estimation cela a épargné au moins cinquante mille morts causées par la pollution atmosphérique, c'est-à-dire plus que les victimes du Covid-19 à la même période ». De la même manière, nous ne nous laisserions pas tromper par ceux qui, au contraire, ont la prétention de sembler clairvoyant, en faisant appel à la soi-disant transition énergétique, destinée à l'échec : « *[...] l'évolution des émissions ne dépend pas seulement de celles de l'économie globale, mais aussi de ce que l'on appelle l'intensité d'émission, c'est-à-dire la quantité de gaz à effet de serre émise par*

chaque unité de richesse produite. Normalement, l'intensité d'émission diminue avec le temps, en conséquence du progrès technologique, de l'efficacité énergétique, et de la diffusion de sources d'énergie moins polluantes. Mais pendant les périodes de crise, cette réduction peut ralentir ou s'interrompre. Les gouvernements ont moins de ressources à investir dans les projets vertueux, et les mesures de stimulation tendent à favoriser la reprise des activités productives traditionnelles. Si, comme beaucoup le redoutent, dans la tentative de faire repartir l'économie, la Chine devait relancer la construction des centrales à charbon et d'autres infrastructures polluantes, à moyen terme les effets négatifs pourraient supprimer toute amélioration due à la baisse des émissions ».

La liste pourrait aussi s'arrêter là, mais parmi les technocrates qui se sont donnés du mal dans l'étude de cette mystérieuse corrélation, il y a une autre déclaration qui mérite d'être prise en considération car, plus que toutes les autres, elle est emblématique de l'absurdité et du plus profond désespoir (dans le sens étymologique d'« absence d'espoir ») que certains font désormais reposer sur le genre humain. Car, si d'un côté il n'est pas vérifié que ce que l'on appelle particule fine ait agi comme vecteur du coronavirus, favorisant sa diffusion, et si de l'autre il est bien connu que le fait de vivre dans des zones particulièrement polluées a des incidences sur la présence de maladies respiratoires ou cardiovasculaires chroniques, « *la covariance entre des conditions de faible circulation atmosphérique, de formation d'aérosol secondaire [qui comprend des particules dérivées de processus de conversion, par exemple des sulfates, des nitrates et d'autres composants organiques], l'accumulation de Pm [le particulat, c'est-à-dire l'ensemble des substances répandues dans l'air], en proximité du sol et la diffusion du virus doivent toutefois être compris dans un rapport de cause/effet* ». Et donc, dépourvu de la seule clé interprétative de la réalité, suit la conclusion qui semble une blague de très mauvais goût : « *on considère que, dans l'état actuel des connaissances, la proposition de mesures restrictives de limitation de la pollution pour combattre la contagion est injustifiée, même s'il est indubitable que la réduction des émissions atmosphériques, si elle est maintenue pendant une longue période, a des effets bénéfiques sur la qualité de l'air, sur le climat et donc sur la santé générale* ». En deux mots, pourquoi limiter les émissions, s'il n'est pas scientifiquement prouvé que le particulat atmosphérique a directement favorisé la diffusion du virus, dans un lien de cause-effet ? Pourquoi les limiter en général, si nous savons que leur réduction a une incidence « seulement » sur la qualité de l'air, sur le climat et sur la santé du corps ?

Soyons clairs. Nous ne comptons demander à personne de réduire les émissions, car nous ne trouvons aucun interlocuteur, ni parmi les spécialistes à deux balles, ni parmi les politiciens des conférences sur le climat. Nous nous livrons cependant à un rire du cœur spontané, quand nous nous souvenons qu'une bonne partie de la dévastation

de l'environnement dépend de ces chercheurs-kamikazes ; quand nous oublions de reconnaître dans cette mentalité un fondement de la domination de la technoscience, avec l'argent vil et les rapports de pouvoir-oppression. Laissons ces pensées de côté un moment, ou bien notre rire risque de devenir un ricanement amer. D'ailleurs, nous nous trompons nous-mêmes, nous ne devrions pas nous étonner ainsi face à tout cela car, comme quelqu'un l'a écrit il y a quelque temps : « *la civilisation est monolithique, et la manière civilisée de concevoir tout ce qui est observable est elle aussi monolithique* »¹. Et il a malheureusement vu juste : dans ce monde technoscientifique, la complexité du réel ne peut qu'être aplatie jusqu'à la parodie d'elle-même, afin de légitimer la progressive (auto) destruction de la planète et du vivant.

Dans le passé, beaucoup de sorcières ont défié l'existant, transmettant des savoirs anciens sur la nature et sur le corps non-démonisé, en refusant la loi du père, du prêtre, de l'érudit et du roi, et nous croyons que dans une version contemporaine, elles n'admettraient pas non plus la validité des questions reportées au début de ce texte, vu qu'il ne peut pas y avoir de réponses absolues, mais seulement des raisons concomitantes, des doutes et des interrogations. Dans nos dernières réflexions, nous voulons suivre les traces de ces sorcières.

Considérons les tous premiers foyers de diffusions du Covid-19 – la province industrielle du Hubei en Chine et la Pianura Padana en Italie (entre la basse Lombardie et l'Emilie : Lodi, Codogno, Piacenza, Bergamo e Brescia) : même s'ils ne confirment pas la mystérieuse corrélation, ils font allusion au fait que des zones similaires, si densément peuplées, industrialisées et polluées, sont un terrain fertile pour des agents pathogènes, car d'une certaine manière elles en favorisent la prolifération, et parce que la santé physique de ceux qui y vivent est déjà affaiblie. Par-dessus tout, on ne peut pas savoir si c'est l'une ou l'autre ou les deux raisons ensemble, et dans quelle mesure elles se combinent entre elles, avec d'autres facteurs encore. Asthme, diabète, obésité, tumeurs, maladies (neuro)dégénératives, maladies respiratoires et cardio-circulatoires chroniques – en plus de l'âge avancé – semblent être des facteurs ultérieurs du risque pour ceux qui pourraient souffrir du Covid-19, étant donné que cela pourrait développer des symptômes graves, dont les plus connus sont les crises respiratoires aiguës. Certaines de ces pathologies, d'ailleurs, sont appelées « maladies civilisationnelles », car leur apparition semble être liée à la consommation de nourriture raffinée,

1 « Nature as spectacle. The image of wilderness vs. Wildness », traduit et publié en français par les éditions Delenda Est, dans la brochure intitulée *Anthropocentrisme et Nature – Regards Anarchistes* (février 2018).

parmi laquelle font partie les produits industriels des cultures et des élevages intensifs.

Et encore : cette épidémie s'insère dans la longue série de celles qui se sont suivies au cours des siècles, et qui sont devenues plus fréquentes en présence d'agglomérations urbaines et de voyages intercontinentaux qui, en tout cas, ont remis en question le contact entre l'animal humain et le non-humain. Juste pour citer les épidémies de maladies zoonotiques (c'est-à-dire qui se transmettent de l'animal non-humain à celui humain, en réalisant le « saut d'espèces ») des cinquante dernières années : le Sars et le Mers (tous deux syndromes respiratoires, dans le deuxième cas il est dit du Moyen Orient), l'Hiv/Aids, la grippe porcine et aviaire, la fièvre Dengue, l'Ebola et maintenant le Covid-19. Les deux derniers semblent, entre autres, avoir en commun la chauve-souris comme animal non-humain duquel serait originaire le premier passage à l'humain de service, qui prend le nom de « patient zéro ». Dans le cas de ce coronavirus, à part les fameuses soupes de chauve-souris ou de serpent (l'exotisme le plus vulgaire n'est pas encore mort en occident !), il semble que la contagion puisse avoir eu lieu dans le marché noir où sont commercialisés les animaux sauvages, ou en marge des périphéries urbaines, où les chauves-souris vont à la recherche de nourriture. Quel que soit le cas en question, il nous semble important de reconnaître le déconfinement d'un des protagonistes de la contagion, dans la sphère vitale de l'autre : quel plaisir pendrait en effet la chauve-souris à être au milieu des personnes, si son habitat de toujours n'était pas aujourd'hui devenu une partie de la ville ? Sûrement très peu, surtout si nous pensons qu'elles risquent d'être insérées de force dans la contrebande d'animaux sauvages comme de la marchandise d'échange, aux côtés d'autres animaux de différentes espèces. Il s'agit d'ailleurs d'une activité mondiale florissante, à laquelle participent aussi souvent des petites communautés indigènes qui, dépossédées d'une partie de leur territoire (à cause de la déforestation ou des multinationales agroalimentaires), se replient sur le braconnage, et parfois sur la contrebande du bois, afin de survivre. Ainsi, la marchandisation est véritablement totale, même les rapports de coexistence symbiotiques et séculaires entre ces communautés, le vivant, et ce qu'il restait du sauvage autour d'eux, doit disparaître pour faire de la place à l'autodestruction dictée par le profit. Rien ne peut résister à l'innarrêtable avancée du progrès, aucun lieu ne peut fuir à la contamination humaine de ceux qui croient dans la validité de la « civilisation ».

Enfin, en cascade : l'urbanisation et les concentrations démographiques insalubres, les élevages intensifs de l'horreur, les immenses monocultures liées aux cycles de famines et à l'appauvrissement de la terre, le flux incessant de marchandises et de personne en mouvement aux quatre coins du globe, la dévastation environnementale de tout écosystème et la disparition du sauvage, l'énième nuisance justifiée du sys-

tème énergivore, l'écroulement de la biodiversité, les OGM à bon marché et tous les processus de manipulation génétiques du vivant promus par les biotechnologies... Quand donc arrêter l'énumération des méfaits de la dévastation ? Il n'y a rien à faire, car trop d'équilibres ont été brisés ; dans certains cas nous avons déjà constaté les conséquences néfastes de cette rupture, dans d'autres cas nous aurons bientôt la possibilité de les découvrir. La partie semble déjà perdue dès le départ (et c'est peut-être déjà le cas pour le genre humain, non pas pour les autres vivants) mais cela vaudrait néanmoins la peine de faire une dernière tentative. *Last shot.*

Au lieu de faire écho à l'impasse des questions initiales (« pourquoi cette pandémie ? D'où provient ce virus ? ») ces sorcières se donneraient la possibilité et, telles que nous les imaginons, elles risqueraient le tout pour le tout afin d'ouvrir d'autres horizons. En hasardant ainsi des questions différentes : « *Où trouvons-nous la dévastation ? Qui sont ceux qui la réalisent et de quelle manière ? Et maintenant, que faire ?* » – mais sans se demander il y a combien de temps cette dévastation totale a commencé, car le risque est de nous perdre dans les méandres de l'histoire et des interprétations, mais surtout de nous faire perdre cette sensation du ventre, qui nous donne la sensation d'être en échec et qui alimente notre rage. Il nous suffit de savoir que la dévastation existe et qu'elle est permanente. Nous ne pensons pas que c'est une catastrophe car ce n'est pas un événement inattendu, mais bien au contraire, c'est la prévisible (bien que pas dans l'absolu) conséquence d'une guerre au vivant, perpétrée quotidiennement par des personnes, des entreprises, des recherches et des institutions – les tentacules de cette domination technoscientifique mortifère.

Une sorcière ennemie de toute couronne

P.S. L'expression, présente dans le titre, « maladie qui sévit » n'entend avoir aucun rapport avec les vers de quelques nationalistes italiens. Et la maladie dont nous parlons n'est certainement pas le Covid-19.

EN OTAGE

-28 mars 2020-

La réalité n'a jamais autant pris en otage l'imagination qu'au cours de ces derniers jours. Nos désirs et nos rêves les plus fous sont dominés par une catastrophe invisible qui nous menace et nous confine, en nous liant les pieds et les mains au licol de la peur. Quelque chose d'essentiel se joue en ce moment autour de la catastrophe en cours. Ignorez les quelques Cassandre qui lancent des avertissements depuis des décennies, nous sommes désormais passés de l'idée abstraite au fait concret. Comme le démontre l'urgence actuelle avec toutes ses interdictions, ce qui est en jeu ce n'est pas seulement la possibilité de survivre, mais quelque chose de bien plus important : la possibilité de vivre. Cela signifie que la catastrophe qui nous poursuit aujourd'hui n'est pas tant l'extinction humaine imminente – à éviter, nous rassure-t-on en haut comme en bas, avec l'obéissance absolue aux experts de la reproduction – mais plutôt l'artificialité omniprésente d'une existence dont l'omniprésence nous empêche d'imaginer la fin du présent.

« Catastrophe » : du grec *katastrophé*, « bouleversement », « renversement », substantif du verbe *katastrépho*, de kata « sous, en bas » et *stréphein* « renverser, tourner ».

Depuis l'antiquité ce terme a conservé parmi ses significations celle d'un événement violent qui porte avec lui la force de changer le cours des choses, un événement qui produit en même temps une rupture et un changement de direction, et qui par conséquent peut être un début comme une fin. Un événement décisif, en somme, qui en brisant la continuité de l'ordre du monde, permet la naissance de tout autre chose. L'image facile et immédiate de la charrue qui brise et retourne une motte de terre sèche et épuisée, revivifiant et préparant le terrain pour un nouveau semis et une nouvelle récolte, rend bien l'aspect fécond présent dans un terme habituellement associé au seul épilogue dramatique.

D'où l'ambivalence, dans un passé lointain, des sentiments humains suscités par la catastrophe, allant de la peur panique à la fascination extrême. Au-delà et contre toute peur de la mort, pendant de longs siècles, les êtres humains ont participé à l'infini à travers la destruction catastrophique, en cherchant en lui la fulgurante révélation physique de *ce qui n'était pas*. Du Chaos primordial à l'Apocalypse, du Déluge universel à la Fin des temps, de la tour de Babel à l'an Mille, nombreux sont les imaginaires

catastrophiques autour desquels l'humanité a cherché à se définir dans sa relation avec la vie et le monde sensible, sous le signe de l'accident. Le sentiment de catastrophe a été très probablement la première perception intime du potentiel explosif de l'imaginaire, une fissure permanente dans la (présumée) uniformité de la réalité. Se rapprocher des bords de cette fissure, en suivre la ligne, cela signifiait céder à la tentation d'interroger le destin, et non pas afficher la prétention d'y répondre. Imaginaire ou réelle, la catastrophe possédait la force prodigieuse d'émerger en tant qu'objectivation de ce qui excède la condition humaine la plus triste.

C'est seulement vers la fin du XVIII^e siècle, suite à la découverte des restes de Pompéi en 1748 et le grand tremblement de terre de Lisbonne de 1755, que le mot catastrophe a commencé à être utilisé dans le langage commun pour définir un désastre inattendu aux dimensions gigantesques. Un glissement de signification facilité par le fait qu'après 1789 et la prise de la Bastille, il y aura un autre mot employé pour indiquer un renversement, une rupture irréversible de l'ordre préexistant, en mesure de préparer l'avènement d'un nouveau monde. Né au siècle des Lumières, le concept de révolution ne pouvait qu'avoir un caractère *intentionnel*, fortement lié à la raison, voilà pourquoi il a été lié à l'accomplissement d'un processus, à l'évolution d'une idée, au résultat d'une science. Voilà la différence profonde entre la révolution et la catastrophe qui l'a précédé et qui, d'une certaine manière, l'accompagne. Là où la révolution est l'incarnation de l'histoire, la catastrophe est son interruption. De la même manière que la première est programmée dans ses structures, projetée dans ses buts, organisée dans ses moyens, la seconde est inattendue dans ses temporalités, imprévue dans ses formes, inopportune dans ses conséquences. Elle n'élève pas les hommes et les femmes en les satisfaisant dans leurs aspirations et leurs convictions, qu'elles soient originelles ou induites, mais elle les précipite en dehors de leurs communes mesures et de leurs représentations, jusqu'à les réduire à des éléments insignifiants d'un phénomène sans aucune loi.

Plus encore que la révolution, l'explosion catastrophique du désordre balayait le vieux monde, ouvrant la voie à d'autres possibilités. Après la matérialisation de l'impensable, les êtres humains ne peuvent plus rester les mêmes, car ils n'ont pas vu s'écrouler de leurs propres yeux uniquement leurs maisons, les monuments, les églises et les parlements. Mais aussi les fois, les théories, les lois – tout a été réduit en décombres. L'ancienne fascination pour la catastrophe naît ici, de cet horizon chaotique irréductible à tout calcul, au moment où un bouleversement sans précédent brise brusquement toute référence stable, posant brutalement la question du sens de la vie dont les répercussions infinies exigent, en réponse, un excès d'imagination. La catastrophe est servie à l'individu, dans la découverte dramatique de quelque chose

qui va au-delà de son identité, pour se confondre à nouveau avec la nature, le sol primordial où la source de la création.

Mais à partir de la fin de la deuxième guerre mondiale, marquée par la première explosion atomique, qu'est-il arrivé ? La perspective révolutionnaire s'est peu à peu éteinte, effacée des cœurs et des esprits. Ainsi, en leur intérieur, une seule forme possible de bouleversement matérielle est restée incontestée, qui plus est en possession des formidables moyens techniques ultérieurs pour se manifester. Mais la catastrophe actuelle n'a que très peu de choses en commun avec celle des temps jadis. Elle n'est plus cette foudre de la nature ou de l'œuvre d'un Dieu, qui met l'être humain face à lui-même – c'est un simple produit de l'arrogance scientifique, technologique, politique et économique. Si les catastrophes du passé, en mettant sens dessus dessous l'ordre établi, incitaient à regarder l'impossible en face, les catastrophes modernes se limitent à creuser ultérieurement dans le possible. Au lieu d'ouvrir l'horizon et de mener loin, elles l'enferment et elles le clouent à ce qu'il y a de plus proche. L'imagination sauvage laisse le pas au risque calculé, faisant en sorte que l'on ne désire plus vivre une autre vie, mais que l'on ambitionne de survivre en gérant les dégâts.

Les unes après les autres, les catastrophes qui ont eu lieu ces dernières décennies défilent devant nos yeux comme si elles n'étaient que des conséquences de la myopie technoscientifique et du mauvais gouvernement, à dépasser grâce à des techniciens et des politiciens plus attentifs et clairvoyants. Les catastrophes actuelles et celles du futur deviennent donc inévitables, ou pour le moins réductibles seulement à un contrôle toujours plus grand des activités humaines, placées dans des conditions d'urgence pérenne. L'effet de cette logique, c'est que les désastres « naturels » sont immédiatement oubliés et refoulés dans un contexte distant, comme si c'étaient des événements mineurs, alors que seuls les désastres « humains » occupent le centre de la scène d'un récit qui nous invite à accepter l'inacceptable. S'ils nous terrorisent, c'est exclusivement parce que *notre* survie physique en tant qu'espèce est menacée. Et c'est cela que l'on devrait craindre plus que toute autre chose, la catastrophe invisible de la soumission soutenable, de l'administration du désastre, celle qui enchaîne et paralyse notre envie démesurée de vivre en imposant des distances et des mesures de sécurité.

Finimondo

LA VIE AU TOURNANT

-1 avril 2020-

« L'objectif c'est de parcourir 100 kilomètres en courant sur le balcon de la maison, un défi sportif suite à la promulgation des mesures pour contenir les contagions du coronavirus. Voilà l'exploit que cherche à réaliser Gianluca Di Meo, coureur de 45 ans de Bologne, qui après avoir dépassé la distance d'un marathon, en commençant à 4h30 du matin, et en "franchissant" la ligne d'arrivée après plus de 7 heures et 6 mille tours, a décidé de poursuivre encore 50 kilomètres. C'est le "Corriere di Bologna" qui a raconté l'histoire de l'athlète vainqueur en 2017 des 150 kilomètres de Rovaniemi. La course terminera à 22 heures, après 18 heures de course. Dans son habitation à Padova, Di Meo a à sa disposition un balcon de 8,8 mètres de superficie. "Pour moi ce n'est pas un balcon – a raconté le sportif – je l'affronte avec le même esprit que les autres aventures en nature. Dans n'importe quelle condition il ne faut pas se laisser abattre. J'aime ce que je suis en train de réaliser" ».

Comme dans le film *La Haine*, où le narrateur semble se (nous) rassurer en disant que « jusqu'ici tout va bien », le problème de l'atterrissage commence à étinceler derrière nos yeux. Gianluca, comme une sous-espèce de hamster, cherche à éloigner la réalité. Il arrive aussi à s'auto-convaincre que ce qu'il fait lui plaît. Il n'encourt aucun danger en courant sur son balcon, il est content d'accepter tout cela, au contraire, il tient à devenir *testimonial* de la bonté des choix du gouvernement. En courant sur le balcon, Gianluca cherche à exorciser la peur, mais on ne peut pas échapper à ce problème, il nous attend au fond des yeux, à la fin de nos cauchemars. Ou bien de nos rêves ? Regardons-nous le désastre, ou peut-être la catastrophe, avec des attentes ?

« Une femme de Lodi choisit de ne pas faire mourir sa vieille mère à l'hôpital, en la gardant à la maison, après avoir perdu son frère, et alors que son mari est encore en réanimation. Tous frappés par le coronavirus.

L'histoire racontée par un opérateur du 118, ayant fait le tour du web ces derniers jours, a été diffusée par l'Agenzia regionale lombarda per l'emergenza (AREU), parmi les 9 mille mails parvenus dans le cadre de l'initiative qui invi-

tait à remercier les secouristes et ceux qui se dévouent pour soigner les malades.

Paolo Baldini, infirmier, explique qu'il a reçu un appel de Lucia, 55 ans, vivant avec ses enfants dans une maison à deux étages. À l'étage du bas, il y a sa mère. "Son mari Gianni est entubé en réanimation, Stefano son frère est mort deux jours auparavant en réanimation. Elle m'explique qu'elle appelle pour sa mère, 88 ans, qui a de la fièvre, de l'asthénie, de la toux et qu'elle souffre d'essoufflement. Elle me dit que le médecin vient de consulter sa mère, et qu'il conseille de l'hospitaliser car il ne sait plus comment gérer la situation". L'infirmier lui propose alors un moyen de secours pour amener la vieille dame à l'hôpital. Le récit continue ainsi : "Elle m'arrête. Sa voix est calme et décidée. J'ai la sensation de devoir me préparer à discuter. Je suis fatigué, et égoïstement je n'ai plus envie de parler à personne. Au contraire, Lucia me donne une leçon de vie, et me dit qu'elle ne veut pas emmener sa mère à l'hôpital. Elle m'explique qu'elle a déjà perdu un frère sans pouvoir le saluer et sans pouvoir aller à ses funérailles, et qu'elle n'a ni vu ni entendu son mari depuis dix jours. Elle me dit qu'elle ne veut pas que sa mère meure à l'hôpital. Elle ajoute : "Je sais parfaitement qu'à l'hôpital vous parvenez à peine à suivre les jeunes patients, et je sais parfaitement que si j'envoie ma mère à l'hôpital vous la laisserez mourir toute seule, car vous n'avez pas le temps de la soigner". Le secouriste écrit qu'il est resté "en silence, car je sais qu'elle a parfaitement raison". La mère de Lucia est morte deux heures plus tard. "Peut-être un jour, réfléchit Paolo – il ira chez madame Lucia pour l'embrasser et pour lui dire qu'elle a fait la chose juste. Car si j'étais un père je voudrais une fille comme elle" ».

Il y a une oscillation entre la résignation et la conscience, entre l'abandon à la déresponsabilisation et l'acceptation du poids de ses choix. Entre la fuite de la conscience sur son balcon, et le fait d'affronter la responsabilité de la mort des personnes que l'on aime.

La mère de Lucia aurait pu vivre quelques heures de plus. Grâce à un respirateur ou à de l'oxygène. Lucia a décidé de ne pas la faire hospitaliser, elle a supprimé toute probabilité de survie pour la mère. Elle a choisi que la mort certaine entre les bras de ceux qui l'aimaient, serait préférable à la mort probable dans un lit d'hôpital.

Peut-être que les soins auraient pu soulager ses souffrances, donner à la vieille dame quelques jours en plus de survie. Pourtant, cette possibilité a été brisée.

L'amour des dernières heures a été préféré à la tranquillité des derniers jours. La qualité de la mort à la quantité de l'agonie.

Voilà l'oscillation : se rendre compte que la sécurité offerte par l'État est faible. Qu'un balcon est trop serré pour pouvoir courir. Que la mort ne peut pas être repoussée, qu'il faut plutôt savoir l'affronter, en assumant ses responsabilités.

Nous sommes tous appelés à faire ce choix, au fond, quotidiennement. Accepter la possibilité de tomber malade, ou bien chercher à se sauver chacun dans notre domicile, seul. Quand sera donc refusée l'agonie de la socialité télématique, dans cette oscillation latente, pour le risque du contact humain ?

Les êtres humains ne sont pas des nombres. Ce ne sont pas des statistiques. Ce ne sont pas des courbes. Ils ont des vies et des histoires qui peuvent sembler absurdes. Ils font des choix qui sont indiscutables. Comme celui de mettre fin à sa vie, de mourir comme et quand on le désire. Ou bien, ils se trouvent à devoir décider pour les personnes qu'ils aiment. Quelle est la limite éthique pour laquelle, afin de sauver une vie à tout prix, celle-ci peut-être réduite à une donnée nue, à une parmi tant d'autres, un simple patient dans un couloir d'hôpital ?

« Les patients plus anciens ne sont pas réanimés, et ils meurent dans la solitude sans même le confort de soins palliatifs appropriés. Les familles ne peuvent avoir aucun contact avec les malades terminaux, et ils sont avisés du décès de leurs proches par téléphones, par des médecins bien intentionnés mais épuisés et émotionnellement détruits. Dans les alentours, la situation est pire encore. Les hôpitaux sont bondés et proche du collapse, ils manquent de médicaments, de ventilateurs mécaniques, d'oxygène, de masques et de matériels de protection pour le personnel sanitaire. Les patients gisent sur des matelas à même le sol ».

Voilà ce qu'écrivent les médecins de Bergamo. L'état du système de santé en Italie n'est pas un échec organisationnel. C'est l'échec d'une manière entière de concevoir la santé et les soins. Le fait que les hôpitaux soient des foyers d'infections (et pas seulement pour le coronavirus : les infections hospitalières font en Italie environ 50 mille morts par an) et qu'à l'origine il semble que la contagion soit partie d'un service d'urgence, ne fait que renforcer ces thèses. N'en déplaise à ceux qui se plaignent des coupes budgétaires à la santé, en exigeant plus de fonds de la part de l'État.

L'hôpital a en effet été une des premières formes d'institution totale, c'est-à-dire

un de ces lieux dans lesquels l'individu disparaît entre les règlements et les médecins qui savent « *ce qui est le mieux pour toi* ». Le fait de se charger de la maladie et de la mort est arraché à la communauté et à la responsabilité des individus, et est livré à la médecine et à l'hospitalisation. La centralisation des soins crée ce problème, c'est-à-dire que les individus ne peuvent plus décider pour eux-mêmes, et qu'ils n'ont plus de connaissances concernant leurs corps. La santé est devenue une affaire de spécialistes.

Pourtant, la santé n'est pas une affaire de spécialistes. La vie et la mort relèvent de la responsabilité des individus. Madame Lucia le sait bien, elle qui en temps normal aurait certainement été dénoncée. Tous ceux qui décident que leur maladie a une signification différente, et qui veulent se soigner – et peut-être ne pas « *être soignés* » – de manière différente, le savent bien. Ils le savent aussi ceux qui pensent que la santé est un concept plus vaste que « l'absence de maladie » : la santé c'est avant tout vivre bien.

Mais santé est aussi un synonyme de salut¹. Et c'est de ce deuxième saut de signification que se présente à nous un second tournant existentiel. Cette prise de conscience par rapport à certains aspects profonds de l'existence et de la vie, quelle conséquence aura-t-elle sur le « *retour à la normale* » ? Peut-être qu'il n'y en aura même pas un, de retour, peut-être ne devrions-nous même pas le vouloir.

Gianluca n'est jamais sorti de la normalité, pris comme il est à courir sur son balcon en se répétant qu'au fond tout va bien. Et Lucia ? Et toutes ces personnes qui ont vu la société s'arrêter et qui se sont rendues compte du jeu de spectres que celle-ci représente, que voudront-ils faire de leur existence ? Recommencer à espérer en fixant le vide de leurs bureaux, ou bien, dans une abstinence de réalité, après l'avoir goûté dans son être douloureux, ils commenceront à désirer *autre chose* ? Ne serait-ce que pour ne pas voir leur vie filer entre leurs doigts.

Pour remettre ce monde en mouvement, il faudra des années de sacrifices et de renoncements. Mais dans quel but faire cela ? Pour quelles certitudes illusives, qui disparaîtront au prochain désastre ? Comment peut-on recommencer à confier sa survie aux rayons des supermarchés quand on se rend compte que personne ne garantit qu'ils resteront pleins *pour toujours* ? Après avoir goûté le poids de la responsabilité, peut-on revenir à l'acceptation aveugle de l'état des choses ? Ceux qui furent enfermés au-delà de la sentence que *le travail rend libre* savaient au moins qu'en dehors,

1 Littéralement, puisqu'en italien, le terme *salute* signifie aussi bien la *santé* que le *salut*.

au-delà des barbelés de l'idéologie au pouvoir, le monde continuait à exister. Ceux qui ont dépassé le seuil de l'existence sous la devise de la *Fin de l'Histoire*, pourquoi ne devraient-ils pas recommencer à imaginer un futur différent ?

Chacun voit qu'il y a peu de certitudes. Certains avec horreurs, d'autres avec joie. Cette société s'écroule, et nous avec elle.

Justement parce que la question est profondément existentielle, on ne peut pas trouver de confort dans la politique ou dans les paroles de l'État. Il faut plutôt en arriver à couteaux tirés avec soi-même, s'interrogeant à nu face au miroir de ses besoins. Qu'est-ce que la santé ? Qu'est-ce qui sert à l'être humain pour vivre – et non pas pour survivre ? Lucia a abandonné dans un geste toute certitude, toute promesse de sécurité, en témoignant par son choix que la vie est *autre chose*. Que la santé ne réside pas dans l'hôpital, même si le soin peut s'y trouver. Que la santé doit porter avec elle la possibilité de vivre dignement, en liberté, avec la responsabilité de soi-même et de ses propres choix. Non pas avec la responsabilité de l'obéissance.

La santé passe par la possibilité de vivre libres, et cette possibilité réside exclusivement dans les individus et dans leur volonté de se libérer de ce qui s'interpose à la vie, de ce qui stérilise le danger pour en sauver la survie. Car la santé réside aussi dans le sens que nous donnons à notre vie même, à ce dont nous voudrions nous souvenir quand, sur le seuil de la mort, nous saurons que nous avons vécu selon nos désirs. Dignement.

Saluons-nous réciproquement en nous rappelant donc que « *Le salut est en nous* »².

2 Dans le texte original, un lien renvoie vers l'article suivant :

« Le 9 avril 1927, le tribunal de Boston condamne à mort les anarchistes Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti. Dans les lettres que les deux compagnons anarchistes écrivaient depuis la prison, ils répétaient souvent : “Le salut est en vous !”. “Le salut est en vous !” était le titre d'une brochure paru le 5 mai 1906 dans l'hebdomadaire anarchiste “Cronaca Sovversiva”. Un texte, dans lequel est décrit comment préparer des engins explosifs ainsi que d'autres moyens et méthodes pour attaquer le pouvoir. Il faut avoir cette brochure à l'esprit quand on parle des deux anarchistes assassinés par la loi américaine la nuit du 22 au 23 août 1927. Cet écrit est un morceau encore caché de leur histoire, où la tension anarchiste émerge dans toute sa force. Celle qui dictait véritablement les idéaux de ces deux compagnons anarchistes. Depuis des décennies, on parle d'eux comme des hommes innocents, résignés, à qui la presse officielle dédie encore aujourd'hui des paroles et des larmes victimistes. Sacco et Vanzetti étaient au contraire deux anarchistes révolutionnaires, qui jusqu'à

Un concept à bien garder en tête, des paroles claires³ dans des temps difficiles.

Cela paraît absurde de dire ces choses face aux données de cette pandémie. Pourtant, il n'y a pas de meilleur moment pour se placer devant le tournant de la Vie qui nous rappelle que nous seuls devons assumer la responsabilité de notre existence. Gianluca et Lucia sont deux manières opposées de réagir. Fuir sur son balcon, ou affronter l'impensable. Mais à quoi cela sert-il de répéter comme une rengaine que « *tout ira bien* » ?

La catastrophe est une opportunité douloureuse, ne revenons pas à la *normalité*. Il en va de notre *salut*.

Le salut est en nous

la fin de leur dernières lettres, relançaient aux compagnons un cri fort qui effrayait les puissants, un cri qui trouve encore aujourd'hui un écho : "Souvenez-vous : LE SALUT EST EN VOUS !". »

3 Un lien renvoie vers l'introduction du livre « Paroles Claires. La « bonne guerre » des anarchistes italiens immigrés aux Etats-Unis (1914-1920) », publié par les éditions L'Assoiffé (mai 2018).

LE FUTUR N'EST PAS ÉCRIT

UNE CONTRIBUTION SUR LES POSSIBLES DÉVELOPPEMENTS DE LA SITUATION
ACTUELLE

-2 avril 2020-

J'ai décidé d'écrire ces quelques lignes pour tenter d'imaginer certains des scénarios futurs de la crise actuelle, car je pense que celle-ci, si ce ne sera pas la plus grande crise du système de domination actuelle, ce sera certainement un événement qui changera le monde tel que nous l'avons connu jusqu'ici, en ouvrant la voie à des restructurations et à des événements jusqu'ici jugés impossibles, dans les interstices desquels l'action anarchiste qui vise à la destruction de toute forme d'oppression pourra trouver l'occasion de s'exprimer, et peut-être de se révéler appropriée à la réalisation de nos rêves les plus profonds et inavoués.

Commençons par admettre que cette crise nous a tous et toutes pris par surprise, bien que de nombreuses prévisions avaient déjà annoncé une possibilité de ce genre quant au futur proche de l'humanité (NATO URBAN OPERATION, ça vous dit quelque chose ?). Une possibilité à laquelle les États et leurs institutions se préparent depuis quelque temps, mais à laquelle ils semblent encore heureusement incapables de répondre de manière adéquate. Cela devrait déjà nous suggérer une première réflexion : à défaut des analyses qui voient le pouvoir comme un système d'administration organique et parfaitement huilé, dans lequel toutes les parties participent de manière adaptée, avec leurs contributions parfaitement synchronisées, nous devons reconnaître que les gouvernements n'étaient pas préparés à cette pandémie, sur presque tous les niveaux. Cela devrait nous suggérer que malgré les efforts de nos ennemis, des forces différentes et même opposées se pressent sur les trônes du pouvoir, à défaut d'une gestion des choses homogène et ponctuelle.

Imaginer des scénarios futurs n'est pas un simple exercice de la fantaisie sans but, ni une activité visant à titiller agréablement nos propositions destructives. Cela ne devrait pas non plus être un prétexte pour continuer à nous répéter plein de joie la litanie exténuante du « nous l'avons prévu ». Cela devrait plutôt servir à aider à développer sérieusement des projectualités d'intervention dans le futur immédiat. Au cours des

derniers jours, sur les sites du mouvement, des contributions continuent à sortir sans cesse, n'ajoutant rien à ce que nous savions déjà, une quantité de textes qui semblent plus chercher à donner raison aux analyses produites au cours des dernières années, qu'à construire des moyens utiles pour nous orienter dans la situation actuelle. Des contributions imprégnées par cette idéologie de l'insurrection, qui cherchent partout les possibilités d'une révolte, sans jamais oser imaginer de la provoquer, ou à la recherche des conditions objectives d'une crise du capitalisme, manquant de l'imagination nécessaire pour envisager une intervention autonome qui mette finalement et véritablement en crise l'existant, et en révélant une nouvelle fois jusqu'à quel point les toiles d'araignées théoriques du passé recouvrent encore les analyses qui proviennent de ce qu'on appelle le milieu anarchiste.

La grande quantité d'écrits qui circulent dernièrement se limite en effet en grande partie à décrire, avec des tons alarmistes, les dérives sécuritaires et paranoïaques des derniers temps, chose qui n'aide pas beaucoup à imaginer une issue de cette situation qui pue le totalitarisme. Au contraire ! Ça plombe le moral, en augmentant la quantité de données négatives avec lesquelles il faut faire les comptes, et en reproduisant en substance l'atmosphère de peur que l'on respire partout, et donnant de l'écho aux pires nouvelles en circulation. Allez ! Croyez-vous vraiment qu'il y a encore besoin de décrire l'évolution autoritaire de l'actuel système de domination ? Cela fait des années qu'on le fait, et cela n'a que contribué à développer des attitudes pessimistes concernant les possibilités de bouleversement du système, en obscurcissant notre imaginaire avec des nuages noirs de négativité, de frustration et de découragement. À mon humble avis, je crois au contraire qu'il nous faut un rayon de lumière à la fin du tunnel, il nous faut entrevoir des possibilités réelles d'interventions dans le présent, pour pouvoir saisir et ainsi trouver de nouveau un élan pour l'agir. Autrement mieux vaut renoncer maintenant, se livrer aux drogues (qu'elles soient technologiques ou chimiques) ou à d'autres genres de distractions, pour profiter agréablement de ce lent anéantissement de nous-mêmes et de la planète, sans continuer à s'autoflageller.

Cette considération m'amène à suggérer qu'il y a besoin en urgence d'un récit des événements qui échappe à celui imposé par la domination. Depuis quelque temps, on répète comme un mantra que l'on n'a pas le pou de la situation (surtout sociale), car nous vivons dans des ghettos antagonistes autoconstruits, et aujourd'hui plus que jamais, vu que nous ne sommes pas dans les rues et que nous ne prenons pas le bus, en somme aujourd'hui où nous sommes coupés du monde, il est difficile de se faire une idée du vent qui souffle, et il faudrait prendre avec des pincettes ce qui passe sur différents types d'écrans peuplant notre espace domestique. En ce moment, la ma-

jeune partie des informations que nous avons à disposition sont celles fournies par des organes mass médiatiques et celles qui rebondissent sans contrôle sur les réseaux sociaux, chose qui augmente la dépendance intellectuelle de ce système, et restreint nos capacités à produire une pensée autonome, contaminée comme elle est par l'hystérie et la peur qui circulent. L'imaginaire, même dans le soi-disant réseau subversif, est de fait colonisé par des données insignifiantes et des informations poubelles, déformant la perception de la réalité, et empêchant le développement de projectualités qui dépassent les rives de la pensée commune. On est en train de payer l'absence ces dernières années de critique des médias et des moyens d'informations, comme les réseaux sociaux. Ou, pour mieux le dire, on l'a considéré comme évidente, alors que toujours plus de compagnones et de compagnons s'alignent sur les tendances communicatives de la masse, en se mettant un smartphone dans la poche, en se racontant (et en racontant autour d'eux) qu'ils l'utiliseraient « consciemment ». Un fait déconcertant, et c'est peu dire. Bien que tous connaissent les conséquences que l'utilisation de certains appareils a sur la sociabilité, ainsi que les rechutes indiscutables en matière de contrôle, nous nous sommes simplement conformés, peut-être par peur de rester isolés, peut-être avec la sincère intention de les utiliser au mieux. Le fait est que nos milieux et que nos espaces vitaux, avec une superficialité dangereuse, ont été remplis d'encore plus d'oreilles et d'yeux fonctionnels au pouvoir, en offrant des milliers d'informations à ceux qui s'occupent de les surveiller, par exemple à propos des profils et des pages web que l'on visite, des personnes avec qui l'on communique, les réseaux de contacts etc. Et le gouvernement se demande maintenant si oui ou non suspendre les droits de privacy en utilisant des applications, afin de contrôler nos déplacements. Il est triste de reconnaître une nouvelle fois cette tendance contemporaine qui prévoit une participation de ceux d'en bas dans la construction de leurs propres cages.

Sans parler des conséquences que l'usage des réseaux sociaux a sur la capacité des personnes à supporter cette condition d'isolement imposée. Qui sait, ces jours-ci, combien de personnes remercient les monstres sacrés de la domination technologique, pour leur avoir donné la possibilité de communiquer avec leurs proches. Sans eux, ils seraient peut-être déjà descendus dans la rue, ils auraient inventé mille et un plans pour s'évader des interdictions, en se rencontrant de visu, ne pouvant pas renoncer plus encore à ce contact humain si important pour le bien-être psychophysique. Et cela vaut aussi pour les révolutionnaires, ou pour les militants de toute sorte.

Possibles scénarios dans un futur proche

Des protestations et des révoltes pourraient aussi advenir dans les temps à venir. En effet, de nombreuses personnes auront bientôt des difficultés pour subvenir à leurs besoins. Au cours des derniers jours, le Ministre pour le Sud et la Cohésion Territoriale est intervenu pour mettre le gouvernement en garde face à la possibilité d'une explosion sociale. Même les services de renseignements se sont vus préoccupés. On commence à prendre connaissance de tensions liées à la satisfaction des besoins alimentaires vitaux, ceux qui s'occupent normalement de l'assistance sociale ne sont pas en mesure d'affronter la grande quantité de demandes d'aide qui les submergent, et le gouvernement se précipite pour distribuer à la hâte certaines miettes, en cherchant maladroitement à jeter de l'eau sur le feu. Entre-temps, il prie littéralement l'U. E. de l'aider à soutenir l'économie et les besoins de la population face à cette crise. Aujourd'hui est arrivée la nouvelle de la création d'un fonds de 100 milliards d'euros dans ce but. Il est certain que ceux qui siègent dans les étages supérieurs commencent à être préoccupés par les possibilités que provoqueront le prolongement des mesures de limitations de la contagion, et que pour les éviter ils commenceront à puiser dans leurs réserves. Mais comme je le disais au-dessus, nous devons considérer que le pouvoir n'est pas un organisme parfaitement synchronisé, et l'Europe en est un parfait exemple. Les puissants aussi peuvent commettre des erreurs d'évaluation. Il est alors possible que ces mesures ne soient pas suffisantes pour contrôler la situation. Il suffit de penser au grand nombre de migrants en situations irrégulières qui n'auront droit à rien, aux travailleurs au noir ou à ceux qui gagnent leur pain au jour le jour ; c'est probable qu'assez vite il commencera à y avoir des conflits entre pauvres pour accéder aux aides des associations caritatives et d'assistances. En Italie, il existe une tranche de la population entière (surtout au Sud) qui vit grâce à une économie « parallèle », que le gouvernement, et plus généralement les différents technocrates, ne tiennent pas en considération, tellement leurs esprits sont obscurcis par des chiffres et des statistiques sur l'économie « officielle ».

Dans d'autres pays, des gouvernants avec un peu plus de bon sens (ou d'instinct d'autoconservation ?) ont immédiatement bloqué le paiement des emprunts et des factures, fixé les prix des produits alimentaires, dans certains cas ils ont taxé les plus riches (c'est le cas du Salvador). Certes, là-bas les possibilités d'un soulèvement populaire sont sûrement plus concrètes, mais il n'empêche qu'ici aussi les conditions d'une véritable bombe sociale se créent peu à peu.

Etant donné que la fin de la réclusion ne semble pas proche, nous verrons d'ici peu s'ils sont en mesure d'apaiser les consciences en remplissant les panses et les bouches

de carottes, ou s'ils doivent bientôt recourir au bâton pour maintenir la situation sous contrôle.

À courts termes, il est aussi possible que les prisons explosent de nouveau, car je doute que les réponses mises en place par l'administration pénitentiaire et par le gouvernement face aux revendications et aux exigences des détenus soient capables de contrôler encore longtemps la situation. Il y a des nouvelles concernant une augmentation des contagions à l'intérieur des prisons, aussi bien parmi les détenus que parmi le personnel médical, et même des morts. Ne pas se retrouver impréparés face au surgissement de cette probabilité, mais commencer dès à présent à réfléchir sur comment intervenir (être présents dans des endroits pour aider en cas d'évasion à faire perdre les traces des évadé-e-s ? Bloquer les rues par où arriveront les renforts des flics ? Frapper ailleurs ?) me semble plus que jamais souhaitable.

Une fois sortis de la crise actuelle, nous sommes quasiment certains que s'ouvrira une période de réajustement, que ce soit du point de vue économique-politique ou du point de vue sociale.

L'économie commence déjà à connaître des problèmes, et les différents gouvernements mettent en circulation d'importantes quantités de capitaux pour prendre des mesures d'urgence. Une fois sortis de la crise, ils tenteront de toutes les manières de faire remonter la consommation et les économies nationales pour favoriser une nouvelle croissance. Aux quatre coins de la planète, de nouveaux projets de dévastations seront mis en œuvre dans ce but, empirant alors la situation environnementale. Relancer la croissance, coûte que coûte, sera le diktat mis en œuvre un peu partout et soutenu par toutes les forces politiques.

Face à cette problématique et aux autres, l'U. E. pourrait réellement et finalement entrer en crise.

L'incapacité de cet organisme supranational à adopter des mesures nécessaires pour surmonter la crise est en train d'être démontrée ces derniers jours également, dans les discussions entre le gouvernement et les pouvoirs forts de l'Union. Le fossé entre l'Europe du nord et les pays du sud s'accroît, augmentant les contrastes et la distance entre les États. Pensons par exemple au fait que pour aider les pays en difficulté comme l'Italie (un pays avec une des dettes publiques la plus importante du monde et gardé à flots grâce à l'entrée permanente de capitaux de la part des autres États de l'Union) les technocrates européens ont eu le courage de proposer comme solution l'utilisation du MES, c'est-à-dire ce fond « sauve-État » que nous pourrions définir sans hésitation comme un système de prêt à usure institutionnalisé. Il suffit de voir

dans quelles conditions il a réduit la Grèce avec son intervention.

Ce scénario pourrait certainement se révéler intéressant, car il ouvrirait les portes à une période de grande instabilité économique pour les pays périphériques de la zone euro, tout comme l'Italie, qui risquerait sûrement le « défaut de paiement » si elle ne trouvait pas rapidement un nouvel allié capable d'en soutenir la dette. Et ici la Russie pourrait entrer en jeu, ou plus probablement la Chine, les seuls pays en mesure d'en acheter la dette. Je ne vais pas plus loin sur les prévisions, car je ne suis pas un économiste, mais je pense que nous pouvons facilement imaginer ce qui pourrait arriver si nous devenions des vassaux de puissances économiques qui ont tout intérêt à créer une tête de pont en Europe et à y conquérir toujours plus de marchés, des puissances qui ne sont assurément pas en première position dans la défense des « libertés démocratiques » ou des prétendus « droits de l'homme » (concept complètement vidé de sens aujourd'hui, bien sûr, mais on s'est compris).

Il est probable qu'en même temps, et parallèlement à cela, il y aura des protestations liées aux conséquences que les mesures actuelles auront entraînées ; des protestations dans le secteur de la production, le secteur industriel et le secteur agricole en premier lieu, mais aussi dans les petites entreprises ; des protestations des fournisseurs de service comme le tourisme ou les transports, qui sortiront de ce moment de blocage total en grande difficulté ; des protestations des précaires, de ceux qui ont vu ces dernières semaines se dissiper les quelques économies mises de côté avec difficultés. Des protestations dans et pour la santé, pour dénoncer des années de coupes budgétaires qui ont inévitablement contribué à aggraver et à accélérer l'effondrement des structures sanitaires pendant les pires phases de la pandémie. Des protestations dans le secteur de l'éducation, en raison de l'absence de budget et de moyens avec lesquels on a dû affronter la fermeture des écoles et des universités, et le déplacement complet de l'apprentissage sur le plan télématique et multimédia.

À côté de cela il pourrait arriver que de nombreuses personnes commencent véritablement à mettre ce système en discussion. Au-delà de ceux qui lutteront uniquement pour rétablir les conditions de vie d'avant la pandémie, ou pour voir changer deux trois visages dans les sphères du pouvoir, ou pour un *welfare* meilleur et de meilleurs services pour le citoyen, il y aura peut-être aussi ceux qui commenceront à exiger des changements structurels dans le système de production et de consommation. Les causes de cette crise sont sous les yeux de tous et de toutes (d'autres les ont longuement indiqués et décrits ces derniers temps, j'éviterais donc de les répéter), et bien que beaucoup continueront à garder la tête sous le sable, jugeant trop compliqué et fatigant d'imaginer une manière différente d'habiter la planète, d'autres sont déjà

en train de commencer à se poser des questions auquel la politique, ou les différents mouvements réformistes, ne seront pas en mesure de donner une réponse. Une partie de ces personnes sont déjà actives dans des organisations ou des associations environnementales, ou dans des mouvements écologistes comme Fridays for the Future, ou Extinction Rebellion. Nombre d'entre eux pourraient rapidement se radicaliser et être disponibles à d'autres formes de luttes plus conflictuelles.

À ce stade on pourrait créer une rupture sociale entre ceux qui demanderont à haute voix un retour à la normalité, le sauvetage de l'économie et le maintien d'un style de vie consumériste, et ceux qui au contraire voudrait tout remettre en question. Les différences de perspectives accentueraient les divisions sociales déjà évidentes, conduisant ainsi à un scénario de guerre civile. Je voudrais que l'on garde à l'esprit les possibilités réelles que se manifeste cette éventualité, afin que l'on commence à réfléchir sérieusement. Imaginer de lutter, même jusqu'au dernier souffle, que ce soit contre les forces de la répression, la police, l'armée, ou les militants d'extrême droite, contre lesquels se sont formés notre haine et notre mépris, est certainement plus facile que de penser à des combats fratricides, dans lesquels l'ennemi pourrait être x voisin de maison, x proches ou x ancien ami. Quand une situation se radicalise à l'extrême, ou bien quand les termes de l'affrontement en acte sont inconciliables, on en arrive à un affrontement qui ne peut se résoudre, de manière figurée, que par l'expression simpliste mais réaliste du « ou toi ou moi ». Quand l'enjeu ce sera le futur de cette planète et les formes de survie que l'on devra adopter pour survivre (par exemple état totalitaire ou révolution), jusqu'à quel point sera-t-il opportun d'être prêts à affronter ce scénario jusqu'à ses conséquences ultimes.

Néanmoins, une autre conséquence de la possible disparition de l'U. E. du panorama géopolitique, et dont on parle déjà au niveau institutionnel, c'est bien sûr celui d'un renforcement des nationalismes, et plus en général de l'extrême droite. Depuis quelque temps, nous assistons déjà au lent et inexorable déplacement des gouvernements de nombreux pays vers la droite, causé aussi bien par l'incapacité de l'U. E. d'être autre chose qu'un organisme pour protéger les intérêts des pays économiquement plus forts à travers ce qui a été défini comme un « nouveau colonialisme économique » réalisé aux détriments des pays « faibles » de l'Union, que par les conséquences de la « crise des migrants ». Les concepts du 19^e siècle comme la « solidarité », l'« égalité », la « fraternité humaine », ou d'autres plus religieux comme la « pitié ou la charité chrétienne », ayant désormais disparus de la conscience du citoyen moyen, les populations européennes s'abandonnent à leurs peurs les plus mesquines, entretenues par divers leaders et droitiers, avec l'aide terroriste des médias et des réseaux

sociaux. Des groupes d'extrême droite patrouillent déjà aux frontières balkaniques de l'Europe, s'exerçant aux techniques de survie et de guérilla. Dans ces moments de paranoïa pandémique, ils jubilent déjà à l'idée des possibles conséquences sociopolitiques, signalant à leurs membres de se tenir prêts. Il est en effet assez sûr que la faute de cette crise sera refilée par beaucoup aux déplacements incontrôlés de personnes et de populations, avec comme conséquence une augmentation de la xénophobie. Les frontières de celle que l'on surnomme déjà l'Europe Forteresse deviendront, selon toutes probabilités, encore plus surveillées et impénétrables pour les masses de désespérés qui depuis des années font pression à l'extérieur pour accéder à des espoirs de vies meilleurs (et peut-être aussi que celles à l'intérieur de l'Europe ne seront plus traversables comme nous y étions habitués avec Schengen).

Nous savons que ces groupes de droite sont plus préparés et équipés que nous pour affronter un scénario dans lequel l'État ne serait plus en mesure de tenir les rênes de la situation. Mais cela n'est pas une surprise, n'est-ce pas ? Cela fait des années que de différents endroits parviennent des alarmes concernant la mobilisation de l'extrême droite sur tout le continent. À ce sujet, il serait important de commencer un sérieux travail de recherche et de cartographie permettant d'intervenir à temps pour désamorcer ce danger, quand celui-ci cherchera à sortir sa tête du trou. En Allemagne cela fait des années que l'on travaille dans ce sens, avec l'aide fondamentale des geeks qui publient en permanence des adresses, des plaques d'immatriculations, des propriétés des membres des mouvements de droite. Un sérieux travail dans ce sens serait bien sûr aussi utile ici. Cependant, même dans ce cas-là, l'affrontement pourrait rapidement évoluer vers des niveaux de violence auxquels nous ne sommes généralement pas habitués.

Enfin (du moins en ce qui concerne mes capacités imaginatives), la normalisation de l'état d'urgence, le renforcement et la consolidation des instruments de contrôle et la fin des pseudo-libertés démocratiques sont une autre possibilité sur laquelle parier sans risque d'être traités de pessimistes. Dans ce cas, les processus en cours de digitalisation et d'hyper-technologisation de la production et de la vie connaîtraient sûrement une gigantesque accélération. Le renforcement de la connectivité passerait immédiatement à la première place de l'agenda des puissants, et le réseau 5G serait déployé en toute hâte pour permettre les modernisations logistiques et productives nécessaires. La quatrième révolution industrielle nous tomberait dessus sans même que l'on ait le temps de s'en rendre compte, et l'agriculture de précision avec ses drones, ses capteurs et ses plantes modifiées serait l'unique possibilité pour subvenir aux besoins alimentaires dans un monde vidé d'humains.

Vivre à la maison deviendrait la normalité, on travaillera et on socialisera à travers l'ordinateur, on fera des achats en ligne, des robots de divers types circuleront à notre place dans les rues et dans les habitations pour accomplir tout type de tâche fondamentale, des réparations à la livraison de nourriture.

Pour ceux qui ont grandi avec les dystopies, il n'est pas difficile d'imaginer un futur comme cela. En réalité, c'est la direction vers laquelle les choses étaient en train d'aller, même avant l'état d'urgence, la seule différence c'est qu'elles se réaliseront plus vite et avec moins d'obstacles du point de vue de l'opposition humaine. Si elle était présentée comme l'unique possibilité de salut pour le genre humain et pour son style de vie moderne, à qui viendrait-il à l'esprit de protester ? Cela fait des décennies que notre imaginaire est bombardé par des centaines de films, de livres, de bandes dessinées et de séries télévisées qui décrivent des futurs catastrophiques, des crises environnementales et des sociétés futuristes technocratiques et autoritaires, leur accomplissement pourrait donc ne générer aucun choc, et donc aucune réaction suffisamment désespérée pour l'empêcher.

Dans tous ces scénarios, les possibilités d'interventions sont multiples, selon la fantaisie et les modalités d'action choisies sur la base de l'approche de chacun) la lutte et à l'existence. Comme on dit, à chacun le sien. Il faudrait toutefois qu'une chose soit claire : je n'ai pas décrit ces scénarios possibles pour suggérer d'attendre leur apparition pour passer à l'action. Les prétextes et les raisons pour agir sont nombreux, même dans ce moment d'enfermement forcé, tout comme ils étaient auparavant. Au contraire, les conditions pourraient même être plus favorables aujourd'hui plutôt que dans le futur, étant donné que les rues sont vides et que les forces de l'ordre sont fatiguées et engagées sur de nombreux fronts. Chaque jour qui passe de nouvelles mesures restrictives et de nouveaux moyens de contrôles s'ajoutent à la liste des obstacles à surmonter. Aujourd'hui, les drones contrôlés par la police municipale patrouillent dans les parcs publics, demain qui sait...

Un retour à la normalité ?

La question qui émerge spontanément, c'est de savoir si les prétendus révolutionnaires ou subversives attendent un retour à la « normalité » de la domination, celle dont on avait l'expérience avant la crise pandémique que nous vivons actuellement, pour reprendre la conflictualité avec l'existant. Car comme quelqu'un l'a déjà exposé clairement, il n'y aura pas de cette normalité, ou du moins, ce ne sera plus la normalité

à laquelle nous étions habitués (et que l'on déclarait vouloir saboter). Et il vaut mieux commencer à se préparer à cela. Les conditions et les paramètres avec lesquels nous étions habitués à analyser la réalité pour planifier l'intervention la plus simple pourraient tout simplement ne plus exister. Pour donner une poignée d'exemples aussi banaux qu'emblématiques, à qui donner un tract quand les rues sont vides et que l'on doit garder un mètre de distance entre chaque personne, en considérant que ce supermarché sera en outre contrôlé par des CRS (comme cela est arrivé dans certaines villes du sud de l'Italie) ? Qui lira un écrit sur un mur ou une banderole attachée à un pont ? Et les drones qui patrouillent le ciel disparaîtront-ils à la fin de la crise ? Les mouvements continueront-ils à être tracés avec les app du contrôle ? Et quels objectifs viser, quand un sabotage ferroviaire ou l'incendie d'un pylône seront pointés du doigt par la majorité comme l'œuvre de chacals qui veulent entraîner le monde vers le chaos ? Aura-t-on le courage de poursuivre nos rêves de destruction en nous foutant du consensus et de la compréhension, quand il suffira peut-être d'un petit coup de pouce pour jeter dans le gouffre ce qu'il reste de ce système ? Il est plus que jamais urgent que chacun cherche au plus vite à apporter des réponses, à partir également des hypothèses et des scénarios envisagés au-dessus (ainsi que d'autres scénarios imaginables). Que ce monde soit destiné à s'effondrer, voilà l'espoir de notre génération, dans ce nouveau millénaire de déséquilibres climatiques et de restructurations de la domination. Si cela advient à cause des conséquences de cette pandémie, ou plutôt à cause d'une autre catastrophe encore plus terrible et plus épouvantable, ce sera aussi grâce à des individus conscients qui, armés de leur volonté, feront en sorte de cet écroulement fleurisse la possibilité d'une autre manière de vivre en société et d'habiter cette planète. Car si nous admettons qu'aujourd'hui plus que jamais, le futur n'est pas écrit, alors c'est aujourd'hui plus que jamais le moment d'agir, en laissant derrière soi les hésitations et les doutes, pour donner forme à une substance à des décennies des spéculations théoriques, et se lancer enfin vers l'inconnu d'un monde miraculeusement inconnu.

ETERNEL APPRENTISSAGE

-13 avril 2020-

*« Sur tous les plans : politique, mœurs, esprit, matière on expérimentera ce qu'il y a
derrière le progrès : la mort.*

Quel défi !

Ou l'Auschwitz de la nature

Ou le Stalingrad de l'industrie

*Toute prédication est inutile. Le progrès ne s'arrêtera que par lui-même, par les
catastrophes qu'il engendrera »*

Voilà ce qu'écrivait, au milieu des années 70, un poète suisse dont le nom n'apparaît pas dans la liste des précurseurs de la pédagogie des catastrophes si chères aux partisans de la Décroissance. Serge Latouche, leur maître incontesté, s'est toujours déclaré optimiste concernant la capacité des désastres de réveiller la conscience. Oui, mais quelle conscience ? Celle de la classe politique, poussée par la force des événements à remettre sur la bonne voie de la frugalité une humanité perdue, rendue sourde, aveugle et muette par sa dépendance prolongée et toxique au consumérisme. C'est une conviction qui réapparaît encore aujourd'hui, avec environ la moitié de la population mondiale confinée à la maison afin d'échapper à un virus jugé responsable de la mort de plus de cent mille personnes à travers la planète.

Et ce seraient les anarchistes les naïfs, ceux qui s'illusionnent, les habitants de la Lune ! Heureusement que l'on considère pragmatiques, concrets et les pieds bien au sol, ceux qui prétendent que la paix dans le monde est garantie par les armées, que les finalités des banques sont éthiques, ou que c'est le Parlement qui pense à « décoloniser l'imaginaire » !

Pour soutenir son argumentation, Latouche rappelle entre autres que le désastre moche et méchant provoqué par le « grand smog de Londres » – la stagnation d'un mélange de nuage et de fumée de charbon qui entre le 5 et le 9 décembre 1952 causa dans la capitale anglaise 4.000 morts sur le coup et 10.000 par la suite – conduisit quatre années plus tard à l'institution de la belle et bonne loi *Clean Air Act*. Le pauvre homme oublie non seulement que la consommation de charbon n'a jamais diminuée

depuis, et qu'au contraire elle a augmenté avec la pollution dans les métropoles, mais aussi que déjà auparavant à Donora (USA), entre le 26 et le 31 octobre 1948, un mélange de nuage et de fumée des aciéries avait causé 70 morts et détruit les poumons de 14.000 habitants.

De la même manière, il ne semble pas que le désastre survenu dans le complexe chimique de Flixborough (Angleterre) le 1er juin 1974 ait servi à prévenir celui qui eut lieu à Beek (Pays Bas) le 7 novembre 1975. Et tous deux n'ont pas empêché la fuite de dioxine survenue à Seveso, le 10 juillet 1976. Quelle leçon a été tirée de ces trois expériences tragiques ? Aucune. En effet, le pire devait encore arriver, et eut lieu à Bophal (Inde) le 3 décembre 1984, quand une véritable hécatombe eut lieu : des milliers de morts et plus d'un demi-million de blessés, suite à une fuite d'isocyanate de méthyle. Il vous semble que finalement les complexes chimiques ont été fermés ? Certainement pas, et on ne peut pas dire non plus que l'usage industriel de substances nuisibles ait disparu, si l'on pense au flux de cyanure qui s'échappa le 31 janvier 2000 d'une mine d'or en Roumanie, empoisonnant les eaux de différents fleuves, dont le Danube.

Et les désastres provoqués par la production de l'or noir ont-ils déjà enseigné quelque chose ?

L'accident d'un pétrolier de *ExxonMobil*, qui s'est échoué le 24 mars 1989 dans le détroit de Prince William en Alaska, causant le déversement dans la mer de plus de 40 millions de litres de pétrole, n'a sûrement pas servi à empêcher le naufrage du pétrolier Haven, qui le 14 avril 1991, a répandu 50.000 tonnes de pétrole dans les fonds de la mer Méditerranée, après en avoir brûlé 90.000 en plein air. Une blague à côté de l'accident du 20 avril 2010 dans le golfe du Mexique, quand furent versés en mer depuis la plateforme *Deepwater Horizon* dépendant de la BP entre 500 et 900 millions de litres de pétrole pendant 106 jours.

Ou bien nous voulons parler de la plus meurtrière des industries énergétiques, l'industrie nucléaire ? Sans citer les 130 accidents au cours des cent cinquante dernières années, celui qui eut lieu dans la centrale États-unienne de Three Mile Island le 28 mars 1979 a-t-il peut-être empêché celui qui eut lieu dans la centrale russe de Tchernobyl le 26 avril 1986 ? Absolument pas, en revanche les deux ont habitué les esprits à se résigner à celui qui éclata à Fukushima le 11 mars 2011. Si bien que les USA, la Russie et le Japon continuent imperturbablement, parmi d'autres, à utiliser de l'énergie atomique.

Maintenant, en admettant qu'il existe véritablement une disponibilité à apprendre, qu'est-ce que l'épidémie actuelle qui terrorise le monde entier pourrait-elle enseigner ? Qu'il faudrait renoncer à la déforestation, à l'urbanisation, aux avions... ou bien

qu'il faut renforcer la recherche scientifique, rendre la vaccination obligatoire, diffuser toujours plus le contrôle des autorités « compétentes » ? En d'autres termes, faut-il arrêter le progrès et ses effets létaux, ou bien l'accélérer pour les dépasser ? Il n'y a aucun doute que pour presque tout le monde, la nécessité d'atteindre le bien-être à travers le développement perpétré par l'État reste un axiome. Un tabou si absolu qu'il ne faut même pas le proclamer. Voilà la normalité dont on réclame à voix haute le retour, et qui n'offre aucune issue à ses fausses alternatives. Cette normalité suspendue par décret ministériel sera rétablie dans une forme encore plus aggravée. Le droit au divertissement assuré par un drone au-dessus de la tête.

Le catastrophisme pédagogique n'est que l'extrême remède du déterminisme. Tous les prêches envers la fatalité libératoire de la Raison, du Progrès, du prolétariat ou des contradictions intrinsèques du capitalisme, ayant fini dans la poussière de l'histoire... seule la soudaine tragédie planétaire permet une fin heureuse à ceux qui ne cessent pas d'attendre que quelque chose arrive, au lieu d'agir pour le faire arriver.

Finimondo

REGARD OBLIQUE

-14 avril 2020, Bergamo-

« *Regarde les yeux grands ouverts, regarde* »
Jules Verne

« *La première bataille culturelle consiste à bien prêter attention aux faits* »
Hannah Arendt

La désinformation journalistique décomposée et sur le mode de l'urgence, devient la narratrice unidirectionnelle d'une situation complexe dans laquelle nous sommes immergées depuis un mois. Trouver une unique lentille d'observation et d'analyse pour l'affronter est improbable. Plusieurs plans, perspectives et dynamiques se mélangent et s'entremêlent, mettant en jeu différents intérêts et protagonistes de processus déjà en cours.

Il faut dire que, comme cela arrive souvent dans l'histoire, des événements accélèrent des processus précis, et dans ces cas-là émerge clairement les objectifs que, grâce à cette pandémie, on voudrait atteindre.

Le caractère exceptionnel permet de déplacer la frontière de l'acceptable de manière discrète et sans prévenir, en mettant en œuvre des « transformations silencieuses » irréversibles.

« *Il est important que les scénarios ne soient pas des prédictions. Ce sont plutôt des hypothèses pondérées qui nous permettent d'imaginer, puis d'essayer, différentes stratégies pour être mieux préparé pour l'avenir - ou plus ambitieux, comment aider à façonner un avenir meilleur ... les scénarios sont un moyen par lequel il est possible non seulement d'imaginer mais aussi réaliser un grand changement* » (Fondation Rockefeller).

La fragmentation sociale a été imposée, avec la rhétorique de la « distanciation comme nouvelle forme de solidarité », alors que dans certaines usines le bruit des machines continue sans cesse pour ne pas interrompre les flux du capital.

L'exemple de certaines entreprises de la zone de Bergamo saute aux yeux, par-dessus tout celui de la Tenaris Dalmine, du groupe Techint. Spécialisé dans la fourniture

de tuyaux pour le secteur pétrolier, elle n'a jamais interrompu sa production, soutenue par l'amitié « désintéressé » des maires de la zone.

Une usine qui, si elle avait fermé, n'aurait pas perdu ses profits, étant donné que les propriétaires possèdent aussi l'hôpital poly-spécialiste privé, Humanitas Gavazzeni.

D'un côté comme de l'autre, les gains sur la pandémie étaient assurés.

Un sinistre spectacle pour faire en sorte que « les mensonges semblent sincères et l'homicide respectable » (G. Orwell).

Une urgence qui met encore plus en lumière les mécanismes de la vie sociale, en traçant encore plus profondément les limites entre la classe dominante et celle des exploités, en aplatissant les subjectivités en faveur de l'utilitarisme par lequel l'ouvrier est réduit à un simple instrument, et le vieux décédé à une statistique avec laquelle rivaliser contre les pourcentages de décès des autres pays.

Le bulletin quotidien journalistique du décompte statistique des morts rythme ces journées de quarantaine. L'administration de la mort, comme de la vie, devient la matière première pour des calculs mathématiques qui transforment le quotidien en une lamelle de microscope.

Les données digitales recueillies par une main touchant un écran tactile ne suffisent plus, il faut des données biométriques de *cette* main.

Les corps deviennent des lieux d'extractions, le moyen, la source et l'espace de la surveillance.

« L'efficacité des gouvernements se mesure sur la base de leur capacité à changer le comportement quotidien des personnes ».

Dès le début de l'urgence, l'activation des plateformes de smart working a semblé évidente (utilisée par plus de 70 % et des gens, et qui avec les dernières dispositions concernant la phase 2¹ s'apprête à devenir obligatoire dans certains secteurs), tout comme l'enseignement en ligne (utilisé par 98 % du secteur) mettant en lumière qu'étant donné qu'elles sont immédiatement opératives, cela signifie que l'infrastructure capable de soutenir des milliards d'interactions en ligne, avec une surcharge supplémentaire qui ces temps-ci a atteint des pics de +90 %, existait déjà.

Le contexte d'urgence crée ainsi la condition fertile pour l'évolution des processus technoscientifiques, dont certains servent justement à l'acceptation sociale créée par la production de la peur et dans la vision salvatrice de la technologie.

On parle de simplifier les lenteurs bureaucratiques pour l'amplification du réseau

1 Equivalent du « déconfinement » en France.

justement dans les zones les plus touchées par le virus, en premier lieu la Lombardie.
« *D'un point de vue technologique un plan d'urgence à court terme pour doter une aire limitée comme la région lombarde d'un réseau 5G immédiatement opératif est parfaitement réalisable* » dit l'administrateur délégué de ZTE Italia.

« *Gérer la crise alors que l'on construit le futur* » a un sens absolument négatif à partir du moment où le futur qui est construit est le leur, dans lequel nous et nos interactions devenons des granules de données pour rassasier les algorithmes.

Nous assistons à un amalgame entre notre monde et le fonctionnement d'une machine dont chaque mouvement est parfaitement régulé, surveillé et huilé.

Il suffit de regarder les 17 spécialistes choisis par le gouvernement Conte qui feront partie de la Task Force qui s'occupera de la « Phase 2 » pour la relance du pays. Il est significatif que ce soit justement l'ex administrateur délégué de Vofadone, Vittorio Colao, qui la dirigera, entouré de nombreux techniciens et experts parmi lesquels Roberto Cingolani, l'actuel responsable de l'innovation technologique de Leonardo et directeur de l'Institut Italien de Technologie. C'est à eux qu'est confiée la tâche de « *repenser l'organisation de notre vie et de préparer le retour graduel à la normalité* ».

Une réorganisation commanditée par des techniciens, installés par l'État et par ses administrateurs, qui nous conduira dans une direction loin d'être mystérieuse.

Sur le sol italien, Vodafone a été la première compagnie téléphonique – une des plus grosse au monde – qui a investi dans l'infrastructure 5G. Au cours des premiers mois de l'année en cours c'était la première compagnie à offrir une couverture 5G dans les cinq villes pilotes italiennes (Milan, Bologne, Turin, Naples, et Rome).

Le choix de créer une task force avec à sa tête justement son ex-administrateur délégué est un choix bien précis, visant à soutenir l'esprit technologique dominant, mettant en lumière les « affinités électives » entre système technique et pouvoir étatique.

Il y a quelques jours, au cours d'une audience à Montecitorio (la Chambre des députés), le CEO actuel de Vodafone a pris la parole concernant les perspectives futures du pays, déclarant que « *Je sais pertinemment combien l'importance de la technologie et des réseaux est déjà connue [...] Je vous signale que nous avons décidé de focaliser une partie de l'attention et de l'engagement que nous déployons sur le terrain sur les exigences sanitaires qui peuvent être développées grâce à la diffusion de la 5G et de ses applications.*

Vodafone renforce la collaboration avec les hôpitaux et les centres de soin pour mettre à disposition de la santé des Italiens les technologies les plus avancées, et pour aider nos médecins et infirmiers dans leur précieux travail en faveur de la communauté [...] ».

Après une série de promesses pour mettre en lumière la ramification du pouvoir de

l'entreprise dans cette situation d'urgence, on passe à l'intérêt réel de cette déclaration en demandant « un ajustement immédiat des limites du champ électromagnétique au niveau des autres principaux pays européens (en Italie, nous avons les limites les plus restrictives de toute l'Union Européenne) ainsi que des mesures de simplification sont nécessaires, en utilisant des instituts déjà connus pour l'ordonnance de notre autocertification et de notre autorisation ».

Quel meilleur moment pour sortir à découvert ? Surtout au moment où les travaux pour la nouvelle infrastructure 5G sont déjà en cours depuis quelque temps (les publicités et les documents officiels parlent plutôt clairement à ce sujet), que des centaines d'antennes sont déjà installées, que donc de fait le décalage de la barre des limites de tolérabilité est déjà en acte, et que cette pantomime avec le gouvernement représente probablement uniquement une formalisation nécessaire pour l'institutionnalisation du réseau 5G.

Nous retrouvons Vodafone dans le service de messagerie gratuite lié aux applications pour le monitoring et la cartographie des personnes en phase de conception et de lancement sur l'ensemble du territoire.

Vodafone avec Google, Facebook, Amazon, Apple, Microsoft et d'autres dans le secteur ont ainsi pu se proposer pour collaborer à la gestion de l'urgence, en exploitant un moment de vulnérabilité pour appliquer des conditions autrement prématurées. Partage des données et cartographies digitales, création des applications ad hoc et « solidarité digitale » sont quelques exemples de comment, sous prétexte humanitaire, les grandes multinationales de la surveillance ont pu ensuite engraisser leurs serveurs de données et gravir des marches dans l'acceptation des innovations technologiques.

Dans un futur assez proche, ce sera justement au nom de la sécurité sanitaire « digitale », de la commodité du travail « flexible » et de la formation scolaire que les infrastructures pour les villes intelligentes seront implantées, troquant l'illusion d'une liberté dans les communications illimitées avec un contrôle et une surveillance totale.

Un processus auquel nous sommes amenés à participer, enrôlés dans le progrès technique, et dans lequel nous nous confions quotidiennement – à travers les dispositifs technologiques – pour un besoin intérieur savamment manipulé par un nouveau pouvoir totalisant, fluide, consensuel, à « mesure d'homme ».

La « bienveillance » apparente d'un pouvoir est ce qui le rend si efficace.

En Chine, une fois passée la situation d'urgence – au moins pour le Coronavirus – tous les déplacements et les interactions sont enregistrées, analysées à travers Data-Mining et classées grâce aux smartphones. Si l'on monte dans un autocar, sur un train,

que l'on entre dans une gare ou dans une zone précise de la ville, il y a un QRcode à scanner, de manière à ce que le système enregistre notre passage. Une administration automatisée des comportements qui à travers des croisements de données, dont certaines que nous n'aurions même pas imaginées, analyse chaque aspect de la vie dans un processus prescriptif duquel nous sommes exclus.

Une nouvelle implémentation au système de Crédit Social² que le gouvernement chinois avait prévu de rendre complètement opératif justement cette année, après une phase « expérimentale » de 6 ans, à laquelle aurait suivi l'adhésion obligatoire de tous les citoyens. Maintenant, donc, aux quatre macrozones scannées pas ce système (honnêteté dans les affaires du gouvernement, intégrité commerciale, intégrité sociale et crédibilité financière) on ajoute la zone concernant les données sanitaires des personnes, complétant le profil *bio-social*.

Le contexte chinois, aux côtés de ce qui arrive en Corée du Sud, à Singapour et en Israël bien qu'avec des différences considérables, est sûrement important, mais il suffit de jeter un œil à tout ce qui se déroule sur le sol italien pour se rendre compte que le contrôle et la gestion sociale de Xi Jinping n'est pas aussi loin qu'elle en a l'air.

L'urgence du Coronavirus, donc, est la tempête parfaite qui a permis au gouvernement chinois le renforcement et l'implantation de ces systèmes déjà inacceptables mais actifs depuis plusieurs années, augmentant par la suite le seuil de l'acceptation social.

Ce qui est présenté comme un système extraordinaire pour cartographier la contagion sert uniquement à nous faire participer à notre fichier et à notre surveillance.

« Les technologies les plus profondes sont celles qui disparaissent. Elles se lient au tissu de la vie quotidienne jusqu'à devenir indistinguables par celui-ci » S. Zuboff.

2 Système de Crédit Social Chinois: le système national pour la classification des citoyens fonctionnant grâce au croisement d'informations concernant la condition sociale, économique et l'évaluation comportementale de chaque individu. Il ne s'agit pas seulement d'un système de surveillance capillaire et de masse, mais d'une architecture technique précise pour manipuler les comportements vers une direction programmée.

Il est basé sur des technologies pour l'analyse des Big Data qui, à travers l'assignation de points, crée de caractères 'inclusions ou d'exclusions dans la société, en transformant les points en droits qui, tout comme les points, peuvent être perdus ou gagnés. Le programme prévoit la création de listes noires exposées publiquement. Un système qui incite à la participation des citoyens, selon un principe d'intériorisation, en confiant le maintien de l'ordre social à des mécanismes automatisés. Entré en vigueur en 2014, et en phase d'expérimentation et d'adaptation depuis, d'après des prévisions programmatiques il s'apprête à devenir, justement cette année, obligatoire pour tous les citoyens.

Avec des App qui te disent si tu peux être contaminé par le Coronavirus, avec des capteurs biométriques qui contrôlent ta température, des drones qui surveillent la ville tout comme les sentiers de montagne pour ta sécurité, un monde nouveau se concrétise rapidement, dans lequel la réalité est décomposée, réassemblée et nous est reproposée par des entreprises et des gouvernements.

Pour reprendre D. Lyon « *nous devenons la synthèse de nos transactions, des mécanismes de classification* » dans lesquelles c'est l'algorithme d'un téléphone qui nous enjoint de quelle manière nous pouvons interagir à l'intérieur d'un espace donné. Le quotidien que nous connaissions est menacé pour construire un futur nouveau à une vitesse telle qu'elle peut paralyser la conscience et créer des vides énormes.

Une fois de plus, on nous propose l'*inévitabilité* de la solution technologique.

Une idéologie dangereuse et contagieuse.

Une fois de plus, on confond une stratégie calculée dans les moindres détails, dans une contingence historique précise, comme l'est un événement absolument exceptionnel et extraordinaire, avec une stratégie qui se propose de gérer une situation difficile de la manière la moins impactante possible.

Nous nous habituerons ainsi à la « *Calm Technology* », et sans nous en apercevoir, nous serons immergés dans le techno-monde qui disparaît dans les espaces de notre quotidien, nous faisant perdre de vue la limite entre le réel et l'artificiel.

Nombreuses sont les métaphores de la guerre employées pour parler de cette pandémie. Mais si une guerre est en cours, c'est la guerre contre la nature, la nature humaine, sa socialité et sa volonté de penser et d'agir ? Une guerre éclair, qui frappe rapidement, et qui cherche à ne laisser autour d'elle que des sujets sans défense, confus et étouffés. Mais à la différence de la guerre, faite de « *mensonges unifiants* », à laquelle se réfèrent les journalistes et les administrateurs étatiques de toute sorte, qui poussent au nationalisme vers un ennemi extérieur – et intérieur –, cette offensive vise à nous rendre conscient de la réalité qui prend rapidement forme autour de nous, et nous pousser à garder notre « *sang froid pour penser l'impensable* ».

Un récit fragmentaire et fonctionnel a détourné les sentiments et les pensées vers une confiance totale dans les leaders étatiques et dans le secteur des télécommunications, dans les technocrates et les chercheurs de différentes sortes. Toute expérimentation a sa place, si elle peut nous aider à nous sauver de la pandémie. Des manipulations génétiques avec CRISP-Cas9 aux expériences sur les singes, des projets de vaccins synthétiques aux quatre coins du monde aux puces implantées sous la peau, l'ignorance et la peur ouvrent grand les portes au système technoscientifique.

Aux États-Unis et en Chine, on parle déjà d'une course géostratégique aux biotechnologies. Les puissances mondiales se bousculent pour s'emparer des meilleurs labo-

ratoires, et pour s'assurer une place en première ligne dans la course au vaccin et aux expérimentations sur les personnes.

Les personnes âgées sont sans doute les plus frappées par cette pandémie. Après 1985, l'année reconnue comme celle de la première génération de ceux que Mark Prensky a baptisés les *natifs du numérique*, et plus encore dans les décennies suivantes, la réalité que nous vivons aujourd'hui est perçue comme la seule vivable, un passé différent devient impensable, sans les commodités digitales et les technologies suaves.

Comme l'imaginait Jules Verne dans Paris au XXe siècle, nous courrons vers un monde dominé par la technique et par ses ingénieurs, dans lequel l'art, la littérature et l'humanité deviennent des bibelots poussiéreux, entassés dans des bibliothèques abandonnées, et oubliés de tous.

Ce virus frappe particulièrement les dernières générations de « fidèles » à l'époque prédigitale de l'histoire humaine, les moins adaptables à ce nouveau système algorithmique traversé par des réseaux, des capteurs et des puces. Avec eux s'en vont les récits décrivant le monde d'aujourd'hui comme un cauchemar de science-fiction absolument inimaginable il y a quelques décennies.

Comme l'écrit H. Keyeserling, « *partout où pénètre la technique, aucune forme de vie prétechnique ne résiste longtemps* ».

Même si les nouvelles avant-gardes technologiques sont pensées pour englober toutes les tranches d'âge avec les nouveaux projets d'Active and Assisted Living, car « *il ne peut pas exister de smart city sans des citoyens smart, et surtout sans des personnes âgées smart !* »

La mémoire est aussi indispensable parce qu'elle nous rappelle aussi que des mondes différents ont existé et peuvent exister sous d'autres formes.

La mémoire nous sauve de l'inévitabilité du présent, qui semble nous écraser jusqu'à étouffer toute volonté, et elle est indispensable, mais elle ne peut pas être la clé de lecture de notre présent. Les nouvelles formes de pouvoir qui agissent aujourd'hui n'ont pas d'antécédents historiques, et les analyser sous la lentille des modèles passés serait une erreur qui ne nous permettrait pas de saisir pleinement les spécificités, et donc de trouver les stratégies pour s'y opposer.

Les journaux aux goûts sinistres vendent des milliers de copies grâce aux articles sans fin à propos du comptage statistique stérile des morts, et dans les rues, entre voisins, on ne parle que de ça.

Les dernières semaines en ville, le deuil est le métronome de ces journées silencieuses.

Mais si nous devons ressentir un sentiment de deuil, ce devrait être pour tout ce que l'on est en train de nous arracher. Pour toute la liberté individuelle dont ils sont en train de s'emparer, et pour toute la destruction qui fouette inexorablement la Terre et ses habitants.

Les temps où il n'y aura plus aucun étonnement et désarroi seront des temps où nous serons habitués à un état de choses inacceptable. Revendiquons donc notre stupeur et notre émerveillement, fait de rage et d'angoisse, car ce sont ces sentiments qui nous poussent à la prise de conscience, à l'action et à la volonté de vouloir, sans attendre les temps où les sentiments deviendront des « droits » que l'État nous concède.

« Combien de temps s'est déroulé avant d'oublier qui nous étions, quand nous n'étions pas encore leur propriété, penchés dans la pénombre à étudier de vieux livres qui parlaient d'autodétermination, avec un châte pour nous réchauffer, la loupe grossissante en main, comme si nous étions en train de déchiffrer de vieux hiéroglyphes ? »

S. Zuboff

Nella

LE VIRUS NE LES TUERA PAS

-20 avril 2020-

Le vide de la technique

L'adaptation constante des projectualités politiques des états modernes à la présumée infaillibilité de la technique, semble avoir mis au second plan ces mêmes gouvernements qui lui délèguent leurs choix. En réalité, l'État continue à accomplir son rôle répressif, et à travers ses responsables il avalise le déclenchement des protocoles économiques, sanitaires et administratifs déjà définis. Que de tels protocoles soient efficaces et pernicious est d'une importance secondaire. Pour les fantoches de service, l'application des protocoles en question doit représenter un facteur d'accroissement de leur popularité et, en même temps, fournir une justification scientifique des choix effectués. C'est aux médias et à ceux qui tournent autour de la politique, de faire de tout cela une propagande gouvernementale. Si les choses devaient mal tourner, on s'en tiendrait à la légende toujours efficace : « toutes les procédures que l'affaire exigeait ont été exécutées ».

Il est évident qu'une telle procédure de commodité ne redimensionne les responsabilités d'aucuns patrons, d'aucuns politiciens, d'aucuns tuteur de l'ordre, d'aucuns universitaires complaisants et d'aucuns journalistes. Bien que l'aspect du récipient ait changé, ce sont toujours des personnes en chair et en os qui exécutent les rôles d'opresseurs et de bourreaux.

Cependant, la tentative de rendre efficace l'action du gouvernement à travers l'aide de la technique et des sciences évaluatrices et économiques a déplacé l'attention du protagoniste réel des gouvernants à une simple poursuite des objectifs ; de ces objectifs, par contre, on ne discute pas le contenu, de manière à donner l'impression que les promoteurs et les exécuteurs sont en marge des choix effectués. Mais ce n'est que l'effet spectral de la tentative de destruction de la réalité dont les artifices de l'abus ont besoin.

Pourtant, pour les démocraties, l'idée de permettre au « peuple », terme que nous considérons exclusivement comme une entité abstraite, de décider de son sort doit rester debout, même quand les libertés concédées doivent être supprimées à cause des chantiers en cours. En réaffirmant que nous ne regrettons rien des libertés concédées

par les démocraties, nous croyons que s'indigner maintenant en raison de l'étreinte répressive ultérieure reviendrait à reconnaître que dans un passé récent, il y avait des situations favorables. L'État fait son travail, c'est à nous, anarchistes révolutionnaires, de le fatiguer, de l'épuiser et de l'estropier quelle que soit la forme sous laquelle il se présente. Nous considérons donc qu'il est fondamental de mettre en évidence ses failles et ses points faibles, et de les attaquer concrètement. Et soyez bien sûr, l'histoire et le bon sens nous l'enseignent, qu'il n'y aura jamais aucun Décret ou « retour à la normale » qui nous permettra de le faire sans conséquences.

La démocratie n'est pas l'héritière d'une liberté concrète, mais un binôme constitué d'une liberté abstraite qui coexiste avec différentes formes de servitude, de dépendance et d'oppression. Comment tirer profit au mieux de ce binôme, sinon grâce à la combinaison entre pouvoir technique et souveraineté politique ? Un processus que l'on pourrait considérer comme un « laboratoire » tend à s'auto-immuniser en procédant par des crises internes. L'intensification de la réponse auto-immunitaire du capitalisme a lieu, depuis toujours, dans ses zones périphériques ou en voie de marginalisation par rapport aux centres du système. Par conséquent, une transition d'un récipient démocratique-autoritaire à un récipient techno-autoritaire n'est qu'un gradient avec lequel le statut du système est modifié dans un sens plus conservateur. Le capitalisme, si amant de la science à tout prix, s'est créé sa belle discipline scientifique, c'est-à-dire la science économique, avec laquelle il s'encense continuellement et se dote d'une gloire immédiate, en postulant aussi son dogmatisme qui justifie aujourd'hui comme « véritable » toute affirmation provenant de la bouche sacrée des devins modernes, à savoir les soi-disant scientifiques. Eh bien, si nous avons la patience de nous aventurer dans l'étude de l'économie, nous pourrions voir comment celle-ci répond parfaitement à l'image de la société que le capital désire façonner afin d'obtenir davantage de profit, de gain et de contrôle social. Cependant, ce n'est pas le capitalisme qui est en crise. Certains de ses territoires peuvent l'être, car de nouveaux territoires émergent aux yeux de l'histoire présente. Le capitalisme a survécu à des épidémies plus destructives, à deux guerres mondiales, à plusieurs révolutions communistes s'étant reconverties en capitalisme d'État. C'est son récipient stratégique actuel qui est en crise, mais ce n'est pas le virus qui le tuera. L'exploitation est réalisée par des personnes réelles, et elles sont déjà en mouvement pour se réinventer ou pour conserver un rôle au sommet de la pyramide.

Ne confions pas notre vie aux patrons et aux politiciens

Si nous voulions parcourir chronologiquement les déclarations des ministres, les exploits propagandistes et les décrets-lois du Conseil des ministres, nous ne pourrions qu'en souligner le caractère contradictoire et approximatif. Et quand l'ennemi est confus, il doit être attaqué. Étant donné que l'État a une longue mémoire, démontrons nous aussi, exploités, que notre mémoire est solide et fonctionnelle.

Mais attention en affirmant que l'ennemi est confus, nous ne voulons pas dire qu'il est faible. Il a plutôt mis en évidence, de manière ostentatoire, des contradictions spécifiques dans tout ce qui l'entoure. Il a plutôt prêté le flanc dans les moments où il nous a demandé de l'aider afin de défendre « notre économie », et « nos entreprises ». Comme un seigneur féodal moyenâgeux, comme un baron post-unitaire, comme n'importe quel patron, l'État voudrait partager les pertes et s'emparer des bénéfices en perspective ; il s'en remet au travail bénévole et sous-payé, et occulte les grèves. Les personnes demandent inutilement de l'aide aux services sanitaires qui, quand elles sont contactées, répondent parfois de rester à la maison, car il n'y a pas de personnels pour les secourir. Alors que les patrons et les gouvernants mettent en scène leur maladie, qu'ils la publicisent, qu'ils en font un fait partagé, les riches sont bien soignés et ont de plus grandes probabilités de survivre, tandis que les pauvres crèvent et finissent souvent dans des fosses communes. Pour atténuer les conséquences possibles d'une révolte sociale face au manque de biens de premières nécessités, à la hausse des prix et à la perte des salaires, l'État délègue à des associations de bénévoles la représentation de sa face humaine. En même temps, comme nous l'avons déjà dit, il continue à exercer son métier de bourreau. Ceux qui appellent à l'unité et au partage, ce sont ceux qui tuent jour après jour.

La déchetterie de l'information locale, nationale et globale

Nous sommes habitués au faux, et nous avons appris depuis quelque temps à ne pas le craindre. La véhiculation du faux a caractérisé l'histoire de cette terre, qui exige aujourd'hui de se faire appeler « patrie ». Il s'agit d'une praxis institutionnelle s'étant renforcée et perfectionnée avec le temps : avec les massacres d'État, avec l'assassinat prémédité des révolutionnaires dans la rue ou au cours d'une arrestation, avec l'éco-cide quotidien des lieux que nous habitons. Eh bien, à propos de tout ça, quelle a été jusqu'ici la version officielle des faits du côté de l'information « fiable » ?

Faire devenir la réalité, avec le temps, un « récit » avec la satisfaction totale de nom-

breux média-activistes. Parmi eux, il y en a en effet certains qui voient dans la situation actuelle l'opportunité pour déplacer le soi-disant récit du profit des patrons vers des valeurs humaines. Il nous semble bien naïf d'identifier dans les décrets-lois la transformation des principes capitalistes dans un sens acceptable. Pourtant, il y en a certains qui cherchent à chevaucher la vague coronavirus, de la même manière que ceux qui gouvernent l'économie et les États, pour en arriver à dire leur avis au sein du processus démocratique habituel : live Facebook et Skype marquent le nouveau champ de bataille des luttes de ceux qui, déjà auparavant, n'en portaient qu'un contenu exclusivement symbolique. Ces composantes politiques qui ont tracé la ligne d'intervention du nouveau capitalisme, le soutiennent désormais dans cette phase de relance de la machine. En même temps, on s'en remet au divertissement collectif. Cela n'a pas d'importance que ce soit juste ou erroné, et encore moins qui le décide, l'important c'est de dire quelque chose, de confesser un état d'esprit, une sensation, un malaise, de le rendre traçable, classable, et de l'englober dans la dramaturgie du pouvoir.

Tout se joue sur la quantité d'informations qui permettent de prévoir l'évolution. Le gouvernement se donne du mal pour fournir des informations, des nouvelles utiles et des comportements responsables. Les Décrets sont d'abord alimentés par l'information, puis ratifiés comme quelque chose de déjà attendu, de déjà digéré. Cependant, le récit quotidien des quarantaines et le carnet de bord des vies mettent en scène et édulcorent la dureté des événements, en les cachant ou en les marginalisant. D'un côté, la situation est grave à cause de ceux qui sortent de la maison, et non pas à cause de ceux qui ont spéculé et qui continuent à spéculer sur nos vies ; de l'autre côté, tout ira bien, nous nous en sortirons, nous sommes un grand pays. Dans le premier cas, nous sommes amenés à nous identifier avec un comportement conformiste, craintif, aplati sur les lois et sur l'attentisme. Dans le second cas, on demande un sursaut d'orgueil, de courage et d'optimisme. Tout en partant de points de vue opposés, nous nous trouvons face au même mécanisme de suggestion, et nous arrivons à la même conclusion : l'important, c'est d'obéir sans protester !

La reproduction du mécanisme capitaliste de propagande se lie à la dimension quotidienne, tout comme l'affirment les enseignes publicitaires : « soit conformiste dans tes choix ! » ; « uniformise-toi aux autres pour ne pas être isolé ! ». L'important c'est d'acheter !

Mais ceux qui vendent ont déjà acheté les slogans « soutenables » et soutenus « d'en bas ». En somme, les mots d'ordre et les slogans que l'on pouvait auparavant lire sur les murs de certains centres sociaux occupés, nous les trouvons aujourd'hui sur les lèvres des économistes les plus populaires. L'appauvrissement des propositions et des idées auxquels nous avons assisté ces dernières années dans les sphères réfor-

mistes et radicales, est passé de l'idéologie du faire à celle du devoir être, en oubliant définitivement l'agir. Un sacré progrès, il n'y a rien à dire. Ce capitalisme d'en bas, partagé, sera un capitalisme qui identifiera les procédures à suivre à chaque moment de notre vie, qui normalisera nos sentiments, et qui ne laissera rien au hasard et à la spontanéité, tout en nous disant en même temps que nous sommes libres. Ce concept de capitalisme autogéré né probablement aussi parce que, au cours du temps, beaucoup de pratiques, comme l'autogestion, ont cessé d'être conflictuelles, et qu'elles sont restées de simples instruments de survie, voilà pourquoi il est désormais facile pour le capital et l'économie de récupérer certains concepts.

Contre l'État, sans exceptions

Dans cette période, il s'avère tristement intéressant d'observer les langages et les manières de communiquer les messages. En réalité, il est bien compliqué d'y trouver une cohérence apparente, il suffit en effet de confronter les différentes déclarations de tout individu expert ou politicien, pour se rendre compte que, à distance de quelques jours, elles sont totalement contradictoires.

Comment fonctionne l'appareil stratégique de l'ennemi quand il perçoit des conditions dangereuses et déclare un état d'urgence ? Se démontre-t-il efficace, rapide à intervenir ? Étant donné que l'État d'urgence est plus ou moins permanent dans la représentation du pouvoir, et que les moments d'exception et de crise sont constamment maintenus en vogue, ce à quoi on assiste aujourd'hui revêt un profond aspect d'incertitude et d'imprévisibilité, et derrière tout ça on peut percevoir une grande difficulté de la part des gouvernements. Un embarras plus qu'évident. En ce moment, le Premier ministre Conte, expression du seul organe étatique actif, le Conseil des ministres, est poussé à faire des déclarations et à lire des décrets devant les caméras. La plupart du temps, il s'agit de résolutions déjà répandues à travers les différents organes de presse, déjà mâchées par l'information et par ceux qui y donnent du crédit, de manière à obtenir un impact minimal.

Donnons des exemples : la confusion sur les protocoles sanitaires, le caractère contradictoire des résolutions au niveau territorial, les concessions et les interdictions interchangeables de jour en jour. Un autre aspect fumeux est l'usage de l'armée. La présence des militaires dans les lieux jugés sensibles par l'État est déjà, depuis quelque temps, une habitude. Et c'est tout sauf inhabituel de les voir aux côtés de la police ou des carabinieri dans les gares ou dans d'autres zones de la ville. D'ailleurs, l'histoire récente fait revenir à la mémoire des moments où cela est arrivé dans des

territoires considérés comme hors du contrôle étatique direct. Nous faisons référence aux opérations Vespri siciliani, Riace et Forza Paris qui ont eu lieu respectivement en Sicile, en Calabre et en Sardaigne, entre la fin des années 80 et le début des années 90. Tout compte fait, l'occupation militaire de ces terres amena exclusivement à une augmentation quantitative du contrôle du territoire, car les forces employées en plus de celles déjà présentes n'ont pas obtenu un réel changement des dynamiques illégales. Si l'État a obtenu des résultats dans ces territoires, cela s'est principalement réalisé grâce au *pentitismo*¹, et non pas grâce aux enquêtes ou à un contrôle capillaire des villes, des villages et des montagnes. L'État, par contre, a pu démontrer à travers les critères de la science évaluatrice à laquelle se réfère le capitalisme, que son engagement se multiplia.

Comme on l'a déjà dit, à cette occasion aussi, la seule solution formulée par les gouvernants est la collecte de données : un quota de dénonciations, d'arrestations, de barrages, de flics éparpillés dans les régions ; cela cache, en partie, la demande de ventilateurs, de soutiens sanitaires et de structures d'accueil pour les malades.

Mais si l'on dispose de grands nombres pour le contrôle, pourquoi demande-t-on l'aide des bénévoles pour le secours minimal ?

Combien de flics, de militaires et de matons qui effectuent des contrôles ou tabassent les détenus sont contaminés ? Combien de ces héros diffusent le virus ? Combien coûte l'indemnité de mission des militaires employés ? À qui est confié le commandement des hôpitaux de campagne d'urgence ? À ces mêmes anges qui avec les politiciens locaux ont reformulé les systèmes sanitaires sur le territoire jusqu'à récemment en redimensionnant la qualité et en disloquant les structures ?

La réponse est toujours afférente à la dimension protocolaire : on crée donc des task force, déléguant à la technologie l'acquisition de données ultérieures.

On propage le traçage des déplacements en guise de réponse à la demande du système sanitaire d'intervenir, de fournir de l'aide à ceux qui devraient se rendre à l'hôpital. Mais il est évident qu'il s'agit d'une énième manœuvre pour démontrer que le possible a été fait.

Nous ne pensons pas qu'il soit juste de nous arrêter sur la portée de l'actuelle vague répressive, ni d'exalter particulièrement les détails des technologies militaires utilisées ; encore moins de souligner les restrictions, les limitations et l'absence d'humanité des décrets gouvernementaux. Nous ne voulons évidemment pas passer pour des naïfs ou des superficiels, au contraire nous trouvons opportun et sensé de se do-

1 Système juridico-légale de collaboration avec la police et la magistrature des membres de la mafia.

cumenter et de se mettre à jour sur le fonctionnement de la machine ennemie. Cependant, aucune transformation ou mise à jour de l'ordre démocratique ne nous fait regretter ce qu'il laisse derrière lui.

Nous voulons détruire la société, pas l'améliorer

Comme prévu, les gouvernements sont dans la confusion. Ils s'en remettent à la technoscience qui peine à tenir tête aux mutations du virus. Ils s'en remettent aux calculs logarithmiques des prévisions de marché et d'enquête économique. En quelques mots, ils demandent à la perpétuelle reformulation des paramètres scientifiques l'inconsistance de leur action.

La méthode scientifique contemple l'erreur, dit qu'elle peut se tromper, et même que d'une erreur on peut déduire des observations qui seront utiles pour d'autres recherches, eh bien en faisant ainsi, voilà donc l'instrument parfait de lecture du réel. Les partisans de la technoscience affirment que l'on n'arrête jamais d'approfondir et de rechercher, et ils soutiennent qu'il est faux que ce qui ne peut pas être mesuré par la méthode scientifique est simplement ignoré. Ils soutiennent que rien n'est ignoré, et que chaque chose est recherchée. En recherchant toute chose, la science aura-t-elle un jour ou l'autre la capacité de répondre à toute question ? S'il en est ainsi, elle est alors en puissance omnisciente, tout comme Dieu. Alors, ceux qui soutiennent que le dogme scientifique a aujourd'hui remplacé la religion ont parfaitement raison. La science n'est-elle pas une interprétation du monde ? N'a-t-elle pas un projet à elle ? La question semble rhétorique à la lumière de ces brèves considérations, et celles-ci sont les caractéristiques de toute idéologie, voilà pourquoi il semble correct, d'autant plus correct, de parler d'idéologie de la science. En tant qu'anarchistes, nous ne pensons pas qu'il soit possible de déclarer, ou pire encore de croire, qu'il existe de réels instruments cognitifs de la réalité, chaque moyen de ce type se configure comme une idéologie, la science est une idéologie, l'idéologie peut être une forme de « credo politique », et même l'anarchisme peut aussi être une idéologie. Nous considérons qu'il n'existe aucune vérité et certitude, ceux qui en cherchent soulèvent chez nous de nombreux doutes, et surtout un fort sentiment de répulsion.

Par contre, nous savons bien que l'appareil technoscientifique et militaire se bouge derrière certains pionniers qui incarnent encore le visage primordial du capitalisme, les patrons. Ils sont, depuis toujours, les véritables moteurs de l'exploitation. Les sciences économiques, les théories du marché et les prévisions d'investissement sont les fantômes derrière lesquels courir pour perdre de vue la réalité effective des choses.

Ce sont les patrons, en chair et en os, les artifices des formes d'oppression actuelles et de celles futures. Scientifiques et flicaille se joignent à eux.

En effet, dans la situation actuelle, ce sont justement les patrons qui semblent ne pas avoir les idées confuses, l'entrepreneur qui, s'enveloppant dans la veste de la philanthropie, reconvertit ses entreprises, produit ce que le marché demande et augmente ses profits. En réalité, un grand nombre d'usines n'a jamais cessé de produire, et beaucoup mettent la pression pour rouvrir le plus tôt possible. Dans les deux cas, des procédures de sécurité fictives justifient le fait que la vie des travailleurs est mise en danger. Les grandes corporations pharmaceutiques cherchent aujourd'hui à rivaliser les unes contre les autres dans la course au vaccin, et certaines d'entre elles ont déjà commencé l'expérimentation humaine, et tandis que tout le monde regarde essoufflé et cherche avec difficultés des nouvelles concernant les progrès scientifiques qui mèneront au salut de l'humanité, les corporations pharmaceutiques tournent leurs regards vers les profits.

Entre-temps, les entreprises qui travaillent depuis toujours à la traçabilité des mouvements, se donnent du mal pour projeter de nouvelles applications qui permettront de ficher l'humanité dans diverses catégories : malades, sains, immunisés. Une application pourrait donc permettre la gestion de la circulation humaine, et tout cela pourquoi ?

Entre-temps le prix des biens de premières nécessités augmente et ils sont probablement destinés à augmenter encore par la suite.

La vérité semble bien claire, pour ceux qui veulent la lire, surtout aujourd'hui en prévision de la phase 2, il y en a qui se sont déjà préparés.

Eh bien, sur ce désastre, qui est en train de coûter la vie à un grand nombre d'individus, on a déjà pensé à reconstruire, reconstruire en maintenant les mêmes règles : quelques-uns doivent pouvoir spéculer dans un abus sans borne, et beaucoup doivent succomber dans des conditions d'esclavage. L'instrument d'oppression qui sera utilisé est en voie de construction. Les universités, les gouvernements, les psychologues, sont en train de calibrer et de doser les effets sous le poids de la défaite que le virus leur a infligé, en s'en remettant aux modalités opérationnelles déjà en cours. Il n'y a donc aucune révolution technologique imminente, mais seulement un renforcement de ce qui existe déjà actuellement, et que nous devrions considérer avec plus d'attention dans les diverses facettes du présent, plutôt que dans celles du futur.

Dans le monde dé-réalisé par la production technologique, la médiation entre l'individu et la démocratie, entre les poches apparemment non pacifiée et la société, est toujours prête à frapper à la porte, et peut-être est-elle déjà au cœur de notre lutte alors que nous cherchons à lui échapper.

Eh bien, libérons-nous des sédiments et des incrustations qui voudraient nous faire assumer des comportements exemplaires, et mettre en place des pratiques vertueuses

à insérer à plein titre dans la démocratie en difficulté. Nous voulons détruire cette société, et non pas l'améliorer. Nous ne ressentons donc pas que notre force destructive et propulsive est redimensionnée dans le climat actuel. Au contraire, nous sommes stimulés et curieux de découvrir de nouvelles formes de survie aux marges de la société malade ; nous n'avons jamais attendu des moments faciles, et nous sommes conscients que les voies à parcourir sont constellées de lumière et d'ombre, de mensonges à dire à l'autorité et de vérités tues, d'illégalisme et d'attaques imprévisibles contre l'ennemi. Tout comme elles sont constellées de longs silences, d'attente et de défaites. Notre lutte ne coïncide pas avec les luttes de ceux qui aident l'État dans sa campagne propagandiste, mais elle garde à l'esprit qu'elle est le terrain d'action sur lequel déclencher la bataille.

Les anarchistes de Cosenza

LE PASSÉ EST PASSÉ

-28 avril 2020-

« Pour que le désir d'extranéité ne devienne pas une mutilation résignée, mais qu'il s'arme contre toute forme d'autorité et d'exploitation. Pour que du pouvoir du dialogue (avec lequel on pense tout résoudre) et du dialogue du Pouvoir (qui invite tout le monde à une négociation raisonnable) on passe à un sentiment d'inimitié radicale envers l'existant, un sentiment de destruction de toutes les structures qui aliènent, qui exploitent, qui programment et qui enrégimentent la vie des individus. Le chien noir (cet animal que l'on associe en général à l'idée de la soumission, d'une mansuétude servile) est justement la volonté de sortir du troupeau de la servitude volontaire et de s'ouvrir à la joie de la rébellion. Non pas le noir dans lequel toutes les vaches sont égales (aussi bien dans leur être contre ou en dehors), mais plutôt celui dans lequel disparaît la frontière entre la démolition et la création, entre la défense à outrance de soi-même et la construction de rapports de réciprocités avec les autres »

Aujourd'hui, dans cette période d'urgence sanitaire, il devient particulièrement important de partager et d'approfondir des réflexions au sujet de la maladie et de la sécurité de la vie. Voilà pourquoi nous repropsons des textes du journal Canenero, écrits entre 1994 et 1995, pouvant nous aider à avoir un regard plus lucide sur la situation, car ils sortent du flux médiatique des actualités dans lequel nous sommes immergés¹.

Cette pandémie nous a *tous* trouvés impréparés : de l'individu qui ne s'était jamais posé beaucoup de questions sur cette société, à ceux qui ont toujours trouvé absurde d'accepter de passer une vie entière à respirer des particules fines pour ensuite se retrouver avec une tumeur. Mais dans les milieux soi-disant radicaux aussi, la critique de la sécurité de la santé a peu à peu disparu.

Ce que nous entendons et que nous lisons quotidiennement dans les médias et dans les journaux, c'est le bombardement constant de nouvelles sur les morts et les malades qu'a causé le coronavirus.

Alors, comment la maladie est-elle comprise, et pourquoi cette terreur de la maladie et de la mort ?

Dans cette société, la médecine est parvenue à créer une opinion commune – ou un

¹ Seule une partie des textes en question sont traduits ici.

lieu commun – selon laquelle la santé doit nécessairement être médicalisée, chaque maladie ou symptôme doivent être soignés dans l’immédiat, bien souvent sans même s’interroger sur l’ensemble des causes qui les ont générés.

Face au risque de tomber malade, la majorité des personnes se livrent aveuglément dans les mains des médecins et des experts, en se résignant à *l’expropriation de leur vie en échange d’une existence mutilée mais garantie*.

En effet, sous cette couche de peur collective que l’État et les médias ont créé, notamment à propos de la diffusion du virus, les personnes font confiance à l’avis des experts sans se demander plus que ça si les distances de sécurité, les masques et la résidence surveillée forcée peuvent véritablement être la solution à cette pandémie.

L’idée de la survie à tout prix, l’idée d’une vie (sur)vécue le plus longtemps possible, même sans en jouir intensément, bien que certains d’entre nous puissent ne pas être idéalement d’accord, nous mène néanmoins à confier nos corps dans les mains de ceux qui voient le corps exclusivement comme des machines fonctionnelles à la volonté de l’État de continuer à perpétuer son pouvoir.

Dans les différents textes émerge, par exemple, la critique de la technique et de la peur du néant et de l’inconnu, car *l’histoire entière de la civilisation de la technique peut être lue à travers la lutte contre la terreur du néant. Car tandis que pour la société la survie est un devoir, il y en a qui pensent que leurs vies n’appartiennent qu’à eux-mêmes. Quelqu’un qui, face à la conscience de ne plus vouloir continuer à exister, décide de s’ôter la vie sans demander la permission à personne, quelqu’un qui, face à l’espoir incontrôlable de guérir d’une tumeur, décide de se soustraire à la médecine et de fuir la peur de la mort en allant à sa rencontre*. Et d’autres pistes, pour tenter une nouvelle fois de donner à la rébellion la joie errante et l’élan d’une destruction tant souhaitée par ceux qui se sentent étrangers dans un territoire ennemi. Et ce territoire est le monde entier.

Sans rendre de compte

« La rose est sans pourquoi,
elle fleurit parce qu'elle fleurit,
elle ne se soucie pas d'elle-même,
elle ne se demande pas si on la voit »

Angelus Silesius, *Le pèlerin chérubinique*

Nihil sine ratione. Rien n'est sans fondement. Voilà ce que la pensée philosophique affirme depuis toujours, avec l'accord ferme du sens commun. La coïncidence de l'être et du fondement dit que toute entité possède une fin, et que son existence ne trouve une raison qu'en tant que réalisation de ses fins, une raison dont on peut et on doit rendre compte. Ce « rendre compte » montre que chaque chose est calculable, mesurable. La vie de l'individu ne fait pas exception.

Il va de soi qu'en variant la conception du fondement, la fin de l'existence varie aussi, tout comme changent les critères sur la base desquels on détermine, au fur et à mesure, qui et quelle chose s'éloigne de cette fin ou contredit ce fondement. Ce qui est considéré comme fou, criminel, non naturel ou inhumain, c'est justement tout ce qui représente la négation du fondement et de la fin. En tant que modèles extérieurs à l'individu. Ces modèles sont justifiés au nom de ce qui est posé comme élément commun, comme essence générique. Si le trait commun qui nous lie est Dieu, la fin de l'homme est alors la réalisation de la volonté divine. Si, au contraire, on l'identifie dans la loi naturelle, sa tâche sera de réaliser les plans intrinsèques de la nature. Ainsi, tout comme la raison est la donnée universelle, la fin de l'homme est de ne pas contredire le principe de rationalité. Le modèle de l'homme comme être social, comme animal politique, imposera enfin la mission de respecter les normes sociales et les préceptes politiques.

Les principes de référence changent, tout comme la morale. Mais on reste toujours sous le même ciel. Chaque fin, même la liberté, impose des devoirs sacrés et exige des sacrifices. Même « l'homme humain » est une mission, une essence à réaliser ; une tautologie morale qui porte avec elle les tribunaux et leurs excommunications. (Ce n'est pas un hasard, par exemple, qu'en allemand « non-humain » et « monstre » s'exprime par le même terme : *unmensch*). Au nom des droits de l'Homme, des hommes ont été et sont encore exploités aujourd'hui.

Le bûcher de l'athée, la réprobation vis-à-vis de l'homosexuel ou de l'incestueux, la

ségrégation du « fou » et l’incarcération des hors-la-loi ne sont que des manières différentes d’intégrer et de réprimer quiconque dépasse les limites établies par la norme et par les prescriptions du bien. La valeur des individus se mesure exclusivement sur la base du désir d’adhésion à la fin à laquelle leur existence est subordonnée.

Bien que l’on critique souvent dédaigneusement la coercition de la peine ou la violence de l’insertion forcée, on arrive assez rarement à nier à la racine le concept même de *devoir*, dont ils ne sont que des corollaires. Car l’autorité n’est que la *médiation* entre la fin et les individus appelés à la réaliser.

Certes, parmi les anarchistes on se croit à l’abri du devoir des préceptes religieux, de la sacralité des impositions étatiques, ou d’une vision rigidement téléologique de l’histoire. On continue pourtant à croire qu’il existe des droits naturels (*les hommes naissent libres et égaux*) à opposer aux droits légaux (il s’agit de l’éternel conflit entre *phisis* et *nòmos*), en vertu de quoi il est possible de s’insurger contre les seconds au nom des premiers. Tout à fait, *au nom de*, c’est-à-dire en faisant référence à quelque chose qui nous est étranger ou qui nous transcende, qui d’une certaine manière légitime nos choix. Peu importe si ce quelque chose est Dieu, la communauté, l’État ou la nature. Ce qui compte, c’est qu’il y a des valeurs préexistantes et connaissables, qu’il s’agit uniquement d’appliquer. La vie n’est alors qu’une marche, triomphale ou modeste, vers le bien.

Même si cela semblera une *boutade* irresponsable, je crois qu’entre le destin de la race prêchée par le nazisme, la vision d’une nature qui tend à une liberté et à une différenciation progressive et théorisée par la version libertaire du jus naturalisme, et l’anarchie comme ordre vers lequel avance l’histoire, il n’y a pas de différences *substantielles*.

Leur espace est toujours le sacrifice, leur temps est le futur.

Dans ces conceptions, il n’y a pas de place pour l’autonomie des individus, pour leur individualité *infondée*. Prisons, asiles, thérapies démocratiques et traitements orthopédiques ne sont que des manières différentes d’appliquer la même foi dans un modèle.

À l’opposé de tout cela, il y a la vie comprise comme le déploiement de *ses* potentialités, comme une interrogation ouverte. Sans rendre ni demander de *compte*, comme la rose de Silésius. Une vie que chacun, libéré des garanties, met en jeu jusqu’au bout. De sorte qu’il peut dire, comme Peter Altenberg : « Et même si je devais chuter dans l’abîme, qu’au moins ce soit *mon* abîme dans lequel je me fracasse ! ». Et qui sait si on ne réussit pas aussi à danser sur cet abîme.

11 novembre 1994, numéro 3

À l'ombre du sultan

« *Mais comment jouir de la vie ? En l'usant, comme on brûle la chandelle qu'on emploie. On use de la vie et de soi-même en la consommant et en se consommant* »

Max Stirner

Face à la mort – disait Epicure – les hommes habitent une ville sans muraille. C'est bien connu, le philosophe grec insérait dans son *tetrapharmakos*, c'est-à-dire dans le système des quatre remèdes fondamentaux pour une vie heureuse, le soin contre la peur de la mort. La peur de la mort représentait à ses yeux un des principaux obstacles pour atteindre l'ataraxie, cet état d'imperturbabilité que le sage conserve vis-à-vis du monde. Craignant de la perdre, disait-il, les hommes oublient de profiter de la vie.

Les murailles dont les hommes sont dépourvus, ne connaissant pas l'immortalité, sont celles en mesure de fournir un abri contre le décès. Selon Epicure, la mort, entendue comme peur du néant, peut au contraire être vaincue à l'aide du « médicament » opportun.

Au-delà de la manière avec laquelle il croyait réaliser ce soin, ce qui nous importe ici c'est de souligner la distinction entre la mort et le décès. Car l'histoire entière de la civilisation de la technique peut être lue à travers la lutte contre la terreur du néant. La terreur du néant est, au fond, la peur de la liberté, le besoin de garanties contre une vie totalement *exposée*, la recherche d'une zone rehaussée et immobile au-dessus d'une existence dépourvue de fondements certains sur lesquels s'appuyer et de fins sacrées à réaliser, toujours dernières dans le temps et lointaines dans l'espace. Au fur et à mesure, on a invoqué Dieu, l'État, l'homme, la religion et la société, pour défendre la vie de la menace du néant. Le remède ultime qui les lie tous et les comprend, c'est la technique. Une expression efficace dit que Dieu est la première technique, et que la technique est le dernier Dieu. En effet, l'appareil scientifique et technologique représente l'État le plus avancé du Pouvoir, la volonté de rendre éternelle la survie au nom de la vie. Le corps lui-même, réduit à un réservoir d'organes de rechange, comme le démontre le développement de la science des transplantations, semble se reproduire éternellement. Comme toute autre marchandise.

La survie est un devoir, et pas uniquement parce que le suicide est sujet à l'interdiction légale et à la réprobation religieuse. La société entière a rendu la vie obligatoire, celle *normale* et prolongée le plus longtemps possible. Ainsi, bien que la science et

sa fidèle servante, la technologie, soit évidemment des causes concomitantes, avec la politique et l'économie, de l'abaissement progressif des capacités défensives de l'organisme humain, face aux fléaux contemporains comme le sida, le pouvoir des médecins et des experts augmente, pouvoir auquel nous nous remettons tous, en toute confiance. L'idéologie de la vie est en train de transformer toujours plus l'existence des individus en un patrimoine domanial d'État, en un bien social. Au nom de la sauvegarde de ce *bien*, produit incompréhensible des mal-être individuels, l'homme a été abaissé au niveau de la machine. Pourvu qu'il fonctionne.

Quiconque sort des limites étroites de la survie met en question le projet de la domination de se rendre éternelle. Le devoir de la vie ou, ce qui est la même chose, de son bon usage, est quelque chose qui se niche aussi dans la mentalité de ceux qui ne cachent pas leur inimitié vis-à-vis de l'autorité et de l'exploitation. Le chantage de la militance ou de l'engagement n'est finalement pas si différent des préceptes religieux.

Pouvoir et survie sont profondément liés. « Pourvu qu'il reste en vie » est depuis toujours la pensée de ceux qui se résignent à l'expropriation totale de leur singularité en échange d'une existence mutilée mais *garantie*. Comme le sultan de Delhi qui, poussé par le désir de survivre à tous les hommes, fit raser au sol la ville, quiconque exerce le pouvoir voit dans la conservation de sa propre domination l'unique but de la vie. Comme les habitants de Delhi, qui se résignèrent à abandonner la ville, chacun d'entre nous, dans la mesure où il ne place pas la jouissance de la vie au-dessus de la vie même, remet son existence entre les mains de l'autorité, de toutes ces structures qui ont fondé leur conservation sur notre incapacité de vivre jusqu'au bout le caractère caduc de l'existence.

La ville dans laquelle nous vivons aujourd'hui est celle dans laquelle le sultan et les habitants partagent comme jamais le même rêve totalitaire : rendre les murailles invincibles. Le triomphe est le Soin.

En grec, « médicament » signifie à la fois remède et poison. Ce n'est pas un hasard. Le remède contre la peur de la mort a fini par étouffer la vie ; les murailles sont devenues si hautes que s'évader ne semble plus possible. Le sultan, à travers le sourire du politicien et du capitaliste, du scientifique et du médecin, du prêtre et de l'expert, rit de son intouchable pouvoir. Si l'homme est, comme on le dit, un seuil entre la vie et la mort, la seule manière de vivre pleinement sa liberté dangereuse et éphémère, c'est de détruire la survie et les murailles qui la garantissent. Sans remèdes ni soins.

18 novembre 1994, numéro 4

La nostalgie de Dieu

La peur du futur, de l'inconnu, de ce qui nous attend au virage, voilà ce qui nous pousse plus que tout à nous enfermer chez nous, pour se barricader, pour définir le territoire de la propriété comme sacré, pour se réaliser soi-même comme entité fermée, et enfin, pour placer en dehors de nous, en dehors de la maison où nous nous sommes barricadés, justement dans le cadre du chaos et de la mort, une substance supérieure, une référence inattaquable, et précisément pour cela insondable, nous procurant certitude et stabilité. Le processus mental qui est le fondement d'une si grande partie de la pensée révolutionnaire, sur la base duquel nous trouvons les éléments pour construire le passage (violent sans doute, mais ce n'est pas là le problème) vers la société du futur se base sur une volonté de se sauver du danger mortel que l'incertitude angoissante nous présente. La « libération » peut ainsi prendre une forme tout autre que libérée. Nous imaginons ainsi une société dans laquelle tous les maux possibles qui nous harcèlent aujourd'hui n'existent plus, une société dans laquelle il n'y aura plus ni pouvoir ni domination, ni chefs ni hiérarchies, ni exploitation ni souffrances, ni maladies ni ennuis. Une société d'égaux et de solidaires, une société de la beauté où chaque mocheté et chaque douleur sont bannies à jamais.

Il faut y aller mollo avec ces super-déterminations de la société libérée. D'un côté, le mécanisme a toujours été assez simple, il faut charger le futur, ce même futur qui un instant auparavant nous effrayait, de la tâche de réaliser toutes les choses qui manquent dans le présent, en portant jusqu'aux ultimes conséquences les traces, parfois mêmes négligeables, que nous pouvons aujourd'hui tenir entre nos mains. Une fois disparu ce qui nous opprime, la simple absence finit par devenir « liberté ». Nous ne nous rendons pas compte qu'en faisant ainsi, nous répétons, avec les meilleures intentions, ce que la foi en Dieu a fait pendant des millénaires. Nous chargeons sur le Dieu de l'Histoire le processus qui était hier confié au Dieu de la religion. Une fois encore, nous avons la nostalgie de Dieu.

Cependant, si nous nous limitons à faire cela, ce ne serait pas autre chose qu'une défaillance comme une autre, une amulette un peu grosse et gênante à traîner, rien de dangereux au sens strict du terme. Le fait est que nous ne nous limitons pas à cela. En allant vers la disposition d'esprit qui voit dans le futur la réalisation possible du bien maximal (la liberté) comme une radicalisation positive des maux et des peurs que nous connaissons très bien, car nous en souffrons comme des conséquences de la vie de tous les jours, nous devons poser des limites à ce qui arrive aujourd'hui, c'est-à-dire que nous devons réaliser un projet qui laisse en vie cette éventualité immuable, cet élément extérieur aussi bien à notre petitesse quotidienne qu'à la raréfaction extrême

du mal qui nous attend, semble-t-il, à chaque coin sombre des rues.

En effet, pour arriver à la société libérée en tant que radicalisation positive des maux et des peurs d'aujourd'hui, il doit y avoir un mécanisme intrinsèque à l'histoire capable de la réaliser. En somme, il ne faut pas uniquement un Dieu, mais aussi une action du Dieu dans le monde. L'Histoire devient ainsi le royaume de Dieu projeté dans la réalité de tous les jours, laïcisé, pourvu de règne et de cadences périodiques, que non seulement nous arrivons à saisir, mais qui à long terme nous deviennent aussi agréables et réconfortantes. Dans cette perspective, tous mes projets sont marqués par la longue ombre de Dieu. Ma peur a reconstruit la divinité, et m'a une nouvelle fois livré à sa merci. Les structures organisatrices de la vie, ces domaines circonscrits délimitant le terrain de mon activité quotidienne, et qui en cela la rende possible, sont caractérisées d'une manière particulière précisément par ma nostalgie. Dieu me régit jusqu'aux moindres détails. Même si je ne lui attribue plus les génuflexions d'autrefois, même si je suis aujourd'hui devenu un prétendu laïc, dans les discours de la peur et de la lâcheté, je suis toujours le petit homme de jadis, et comme tous les petits hommes je deviens agressif et autoritaire, je cherche à construire les formes de la domination pour m'assurer que quelques fous furieux en circulation ne mettent pas en péril mes nouvelles certitudes. Au fond, chaque domination se base sur l'hypothèse de pouvoir réguler le futur imprévisible. Chaque domination est parvenue à exorciser la peur et l'incertitude future. Le refus de la domination passe donc aussi à travers ce rétablissement conscient et courageux de l'instabilité, de l'inconnu qui nous attend au coin de la rue.

La lutte a cela de beau qu'elle nous projette dans un monde entièrement à découvrir, à se réapproprier de manière toujours nouvelle, en dehors des schémas et des parcours obligés. Le risque peut être grand, les lieux de la certitude se réduisent toujours plus, et il n'y a pas d'alternatives. L'Histoire ne devient plus le lit du Dieu dormant, mais le théâtre, partiel et souvent incompréhensible, des vicissitudes humaines, le lieu où la barbarie et la mort sont toujours aux aguets, où il ne peut y avoir aucune société libérée définitivement, où il n'y aura même pas de parcours de libération possible si ce n'est pas nous qui le trouvons, sans exorcismes et sans amulettes.

3 mars 1995, numéro 17

LA QUARANTAINE OU LA MORT

-4 mai 2020-

« Les maladies infectieuses sont un sujet triste et terrible, bien sûr, mais dans des conditions ordinaires ce sont des événements naturels, comme un lion dévorant un gnou ou un hibou saisissant une souris »

David Quammen, Spillover, 2012

Ou comme un tremblement de terre qui fait trembler le sol, ou comme un tsunami qui submerge les côtes. Là où ils ne provoquent pas de victimes, ou presque, ces phénomènes ne sont même pas remarqués. Ce n'est que lorsque le comptage macabre commence à grimper qu'ils cessent d'être considérés comme des événements naturels pour devenir d'immenses tragédies. Et ils prennent des dimensions terribles et insupportables surtout lorsqu'ils se produisent sous nos yeux, ici et maintenant, plutôt que sur un continent ou dans un passé lointains et faciles à ignorer. Alors, quand est-ce que ces événements naturels en soi sèment-ils la mort ? Lorsque leur survenance n'est pas du tout prise en considération, préalable pour ne prendre aucune mesure de précaution face à eux. Construire des maisons en béton dans des zones hautement sismiques, par exemple, est une manière assurée de transformer un tremblement de terre en une catastrophe. En attendant les prochaines pluies, déboiser une montagne signifie préparer un glissement de terrain qui balaiera le village en contrebas, tout comme cimenter le lit d'une rivière qui traverse des zones habitées signifie promettre une crue qui inondera souterrains et parties basses des bâtiments.

On peut dire la même chose d'une pandémie. Si un micro-organisme est capable de tuer n'importe où, ce n'est pas parce que la nature est si méchante et doit donc être domestiquée par la science qui est gentille. Prenons par exemple le coronavirus : l'organisation sociale dominante l'a d'abord créé (avec la déforestation et l'urbanisation), puis elle l'a diffusé à travers toute la planète (avec la circulation aérienne et la concentration de population), et elle en a enfin aggravé les effets (avec le manque de moyens adéquats pour les soigner et la concentration des personnes les plus prédisposées et sensibles à la contagion, transformées en cobayes des thérapies les plus disparates administrées selon des critères discutables). En tenant compte de cela, il devrait

être clair que la meilleure façon de freiner le plus possible l'apparition d'un mauvais virus – l'éviter étant aussi prétentieux qu'éviter un ouragan, vu que le corps humain est rempli en permanence de virus et de bactéries en tout genre – est de subvertir de fond en comble le monde dans lequel nous vivons, afin de le rendre moins propice au développement des épidémies. Tandis que la meilleure façon d'éviter une éventuelle infection est de renforcer le système immunitaire.

Il s'agit d'une double prévention, sur le milieu en général et sur les corps particuliers, qui ne rencontre pourtant pas les faveurs. La première parce qu'elle implique une transformation sociale jugée utopique puisque trop radicale, la seconde parce que c'est une intervention biologique considérée insuffisante puisque trop individuelle. Des remèdes trop vagues et lointains, surtout gâtés par un vice fondamental : ils ne sont pas applicables par un État auquel on a confié la charge d'alléger la fatigue de vivre. En somme, des mesures pas très pragmatiques et qui ne peuvent pas être revendiquées à ceux qui sont en haut. Rien à voir avec l'amélioration des services de santé ou l'invention d'un vaccin, remèdes aujourd'hui implorés à grand voix de toutes parts.

Dans notre univers mental à sens unique, la question de la santé est comme toutes les autres, elle oscille entre les deux couloirs de la voie royale tenue pour évidente et obligée : secteur public géré par l'État ou secteur privé géré par des entreprises ? Puisque le second est réservé aux riches, c'est du premier que la très grande majorité des personnes attend urgemment le salut. *Tertium non datur*, auraient dit les latins (en chœur avec ceux qui accusent les critiques du système hospitalier de faire le jeu des cliniques de luxe). Mais vu que cette voie royale est celle prônée par la domination et par le profit, ce n'est certainement pas en privilégiant un couloir plutôt qu'un autre qu'il sera possible de changer une situation qui résulte de l'exercice de la domination et de la quête du profit.

Voilà pourquoi il est nécessaire de dissiper l'aura d'inéluctabilité qui sert de bouclier à cette société, en empêchant d'entrevoir d'autres possibilités. Mais on rencontre alors une difficulté supplémentaire. Quant et comment sortir de la route pour explorer d'autres sentiers, si lorsqu'on jouit d'une bonne santé on ne pense jamais à la maladie, tandis que lorsqu'on est malade on ne pense qu'à comment être guéris le plus rapidement possible ? Et comment y parvenir sans mettre en cause non seulement l'institution médicale, mais aussi le concept même de santé, ainsi que le sens de la souffrance, de la maladie et de la mort ?

Pensons par exemple à la façon dont ceux qui osent observer que la mort fait partie de la vie, en particulier une fois quatre-vingt ans passés, sont taxés de cynisme malthusien (par qui, par les aspirants à l'immortalité transhumaniste ?). Ou pensons aux considérations formulées en son temps par Ivan Illich dans sa *némésis médicale*. Si

aujourd'hui, en pleine psychose de pandémie, ce critique certainement pas soupçonnable d'extrémisme anarchiste était encore vivant et qu'il tentait de faire l'une de ses interventions, il serait lynché d'abord sur la place virtuelle, puis sur celle du réel. Face à un public gardant ses distances et muni de ses dispositifs de protection aseptiques, attendant de façon spasmodique un vaccin salvateur, vous imaginez si quelqu'un commençait à défendre qu'« une société qui réduirait l'intervention de professionnels au minimum serait la plus favorable à la santé », ou que « le vrai miracle médical moderne est diabolique : il consiste en ce que non seulement des individus mais des populations entières survivent à un niveau sous-humain de santé personnelle », ou que « dans les pays développés, l'obsession de la santé parfaite est devenue un facteur pathogène prédominant... Chacun exige que le progrès mette fin aux souffrances du corps, maintienne le plus longtemps possible la fraîcheur de la jeunesse, et prolonge la vie à l'infini. Ni vieillesse, ni douleur, ni mort. Oubliant ainsi qu'un tel dégoût de l'art de souffrir est la négation même de la condition humaine », en concluant peut-être avec cette prière « Ne nous laissez point succomber au diagnostic, mais délivrez-nous des maux de la santé » ?

De telles affirmations, dans des jours hystériques comme ceux que nous traversons, sembleraient au moins de mauvais goût, y compris pour certains militants révolutionnaires, réduits à attribuer à un État capitaliste la tâche de vaincre un virus capitaliste, ou à passer du rugissement *la liberté ou la mort !* au miaulement *la quarantaine et la survie !* Mais l'autonomie tant convoitée que l'on voudrait atteindre en en finissant avec toutes les dépendances, peut-elle jamais renoncer à ses intentions devant le corps humain, à sa vie comme à sa mort ?

Finimondo

